



ARNO EDITIONS

Collection Éducation et sciences : Fondée par les professeurs Paule Bouvier et Jean-Jacques Purusi

Conception graphique, maquette, relecture et corrections : Alais Lorenzo

Dépôt légal : D/2026/14675/0001

ISBN : 978-2-39036-055-1

© **Arno Éditions, 2021 - ICCM**

Avenue de Laeken 53, 1090 Bruxelles

www.arnoeditions.org

Mbuku Nuni

Fondements de la Fiscalité

**Manuel à l'usage des élèves de première année
Humanité Commerciale et Gestion**

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect at various angles, creating a complex geometric pattern of triangles and polygons. A large, semi-transparent watermark in a dark brown color is oriented diagonally across the center of the image. The watermark text reads "ARNO EDITIONS" in a bold, sans-serif, all-caps font.

ARNO EDITIONS

PRÉFACE

Ce document est un support de cours de Fiscalité, destiné aux élèves de première année Commerciale et Gestion. Il peut être utilisé avec profit par des étudiants du niveau supérieur et universitaire, et comme ouvrage de référence par les professionnels de la comptabilité, de la fiscalité, les propriétaires, associés et chefs d'entreprise.

Ce manuel met à la disposition des apprenants des notions fondamentales de la fiscalité afin de leur permettre de participer à la gestion fiscale d'une entité économique.

La fiscalité étant un domaine très vaste, nous nous sommes forcés de concevoir un manuel adapté à notre public en compilant les théories récentes en fiscalité et les textes ayant un lien direct avec le cours.

Afin de bien faciliter la compréhension de nos lecteurs, nous avons scindé ce manuel en cinq chapitres :

- le premier porte sur les généralités sur la fiscalité ;
- le deuxième aborde les techniques d'assiette de l'impôt ;
- le troisième traite le recouvrement de l'impôt ;
- le quatrième expose le système fiscal congolais ;
- le cinq examine les administrations fiscales congolaises (administrations fiscales et administration des douanes et d'accises).

Les lectrices et lecteurs trouveront les références bibliographiques utiles à la fin du document.

L'auteur

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect to form a complex, abstract geometric pattern of triangles and polygons. A large, semi-transparent watermark in a dark brown color is oriented diagonally across the center of the image. The watermark text is in a bold, sans-serif font and reads "ARNOLD EDITIONS".

ARNOLD EDITIONS

TABLE DES MATIÈRES

Sigles

9

Introduction

11

Premier chapitre : Généralités sur la fiscalité

13

Définition de la fiscalité

13

Importance de la fiscalité

13

Prélèvement de l'impôt par l'État

16

Rôles de l'impôt

18

Caractéristiques de l'impôt

20

Principes de l'impôt ou règles d'Adam Smith

21

Principes économiques d'imposition

21

Éléments constitutifs de l'impôt

25

Différence entre l'impôt et les autres ressources de l'État

25

Types et classification des impôts

28

Deuxième chapitre : Techniques d'assiette de l'impôt

33

Évaluation de la matière imposable

33

Liquidation de l'impôt

35

Troisième chapitre : Recouvrement de l'impôt **43**

| | |
|----------------------------|----|
| Organes de recouvrement | 43 |
| Modalités de recouvrement | 44 |
| Procédures de recouvrement | 45 |

Quatrième chapitre : Système fiscal congolais **53**

| | |
|------------------|----|
| Impôts directs | 53 |
| Impôts indirects | 75 |

Cinquième chapitre : Administrations fiscales congolaises **91**

| | |
|---|----|
| Administrations fiscales proprement dites | 91 |
| Administrations des douanes et d'accises | 99 |

Entraînement **103**

Éléments bibliographiques **107**

SIGLES

AER : Avertissement Extrait de Rôle

AMR : Avis de Mise en Recouvrement

ATD : Avis à Tiers Détenteurs

CAF : Coût, Assurance, Fret

CDI : Centres des Impôts

CIS : Centre d'Impôts Synthétiques

CND : Charges Non déductibles

CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale

CPCC : Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo

CV : Cheval Vapeur

DGC : Direction Générale de Contribution

DGDA : Direction Générale des Douanes et Accises

DGE : Direction des Grandes Entreprises

DGI : Direction Générale des Impôts

DGRAD : Direction Générale des Recettes Administratives, judiciaires, Domaniales et de participations

EIC : État Indépendant du Congo

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

Ff : Franc fiscal

FPI : Fonds pour la Promotion de l'Industrie

HT : Hors Taxe

IBP : Impôt sur les Bénéfices et Profits

ICA : Impôt sur le Chiffre d'Affaire

IERE : Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés

IF : Impôt Foncier

IM : Impôt Mobilier

IPR : Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IRL : Impôt sur le Revenu Locatif
ISCMH : Impôt sur la Superficie de Concessions Minières et d'Hydrocarbure
MED : Mise en demeure
NIF : Nouvel Identifiant Fiscal
OCC : Office Congolais de Contrôle
OFIDA : OFFice des Douanes et Accises
OGEFREM : Office de GEstion du FREt Multimodal
OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OL : Ordonnance-Loi
PA : Prix d'Achat
PE : Produit Exonéré
PMFF : Prix Moyen Frontière Fiscal
PV : Prix de Vente
R. Fisc : Résultat Fiscal
RAO : Résultat des Activités Ordinaires
RC : Résultat Comptable
RDC : République Démocratique du Congo
RE : Résultat d'Exploitation
RF : Résultat Financier
RHAO : Résultat Hors Activité Ordinaire
RN : Résultat Net
SH : Système Harmonisé
SMIC : Salaire minimum Interprofessionnel de Croissance
TSCR : Taxe Spéciale de Circulation Routière
TTC : Toutes Taxes Comprises
TVA : Taxe sur la valeur Ajoutée
VA : Valeur Ajoutée
VN : Valeur Nominale

INTRODUCTION

L'adjectif **fiscal** est tiré du mot **fisc** et vient du **latin fiscus**, qui désignait une sorte de **panier** (ou de corbeille) dans lequel on récoltait l'**argent** que les citoyens romains devaient pour le **compte du Roi**, dans le temps de la **Rome Antique**. Aujourd'hui, le fisc désigne :

« l'Administration chargée de la perception des impôts pour le compte du Trésor Public »

Source : NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

À l'époque antique, l'**impôt** était considéré comme un **attribut de la puissance du Prince**, fondé sur les **droits régaliens**.

Droit régalien : Le droit régalien désigne les pouvoirs exclusifs du seigneur, du Roi ou de l'État, que personne d'autres n'a le droit d'exercer sur son territoire et qui ne peuvent être délégués.

La notion d'impôt a évolué en même temps que celle de l'État. Ainsi, sous l'**empire romain** et sous la **deuxième dynastie de Pharaon** en Egypte, l'impôt a surtout été utilisé dans un but **militaire**, pour supporter les **dépenses des armées**.

Source : NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

Les **financiers classiques** considéraient l'impôt comme un **mode de financement des dépenses publiques** ou comme un moyen de **couverture des charges publiques**. L'État étant **neutre** dans les affaires économiques et sociales, car il ne s'occupait que des **tâches essentielles** (sécurité, police, diplomatie, etc), l'impôt n'avait donc qu'un **rôle financier** à jouer, extérieur à la politique étatique, du reste limité aux seules **dépenses publiques nécessaires**.

Depuis la **fin du XIX^{ème} siècle**, avec le passage de l'**État gendarme** à l'**État providence**, l'impôt n'a plus seulement une importance financière et politique, mais aussi **économique et sociale**. Cette

irruption de la fiscalité dans ces domaines s'est accompagnée non seulement de l'**évolution de la notion d'impôt**, mais aussi d'un **perfectionnement de l'outil fiscal**, débouchant ainsi sur des systèmes fiscaux d'une grande **complexité**.

Face à l'enjeu d'**étudier les mécanismes** qui permettront à l'État d'**assurer les moyens financiers nécessaires** pour répondre aux **besoins** des dépenses publiques, la **science fiscale** a vu le jour.

Cette dernière a pour objet l'**étude des sources des recettes** des États modernes, à savoir les **recettes fiscales** (l'impôt, à 95%) et les **recettes non fiscales**. Quand on parle de la **fiscalité**, il est donc souvent fait allusion à l'**impôt**, étant donné qu'il s'agit de la **principale ressource**.

Le **prélèvement de l'impôt** ne peut être effectué de manière **arbitraire**. Il doit respecter des **principes de droit** et une **réglementation particulière à chaque pays**, chacun régissant le prélèvement de l'impôt à sa manière pour **éviter l'anarchie**. On parle alors de la **fiscalité** ou du **droit fiscal**.

PREMIER CHAPITRE

Généralités sur la fiscalité

1

Définition de la fiscalité

Le grand Larousse définit la **fiscalité** comme étant :

« le système de perception des impôts, l'ensemble des lois qui s'y rapportent et les moyens qui y conduisent. »

Branche du droit public, la **fiscalité** est constituée de l'ensemble des **règles juridiques** concernant les impôts. Elle organise la **participation des sujets de droit**, aussi bien des personnes physiques que morales, à la **vie financière de l'État**. La fiscalité constitue aussi pour l'État un **outil** important de **politique économique et sociale**.

En d'autres mots, la fiscalité est **l'ensemble des règles et des lois qui régissent les modes de calcul et de prélèvement des impôts et taxes dans un pays**.

C'est l'ensemble des règles et lois qui déterminent et établissent les **impôts**, les **montants des impôts** à payer, les **personnes qui doivent les payer**, ainsi que la **manière de les payer**.

2

Importance de la fiscalité

La fiscalité occupe une **place importante** dans la **vie politique, économique et sociale** d'un pays, à plusieurs niveaux :

- pour les **finances publiques** ;
- dans la **vie des citoyens** ;
- pour les **entreprises**.

Mais au préalable, en quoi l'**étude de la fiscalité** présente un grand intérêt pour l'élève ? La fiscalité est une **compétence majeure** pour les **professions comptables, juridiques et financières**.

- 1 En premier lieu, c'est une compétence indispensable à l'exercice des **métiers comptables, juridiques et financiers**.
- 2 De plus, c'est un **créneau porteur**. Le **marché de la fiscalité** est appelé à prendre un **essor important** au cours des prochaines années.
- 3 Enfin, c'est une **compétence** de plus en plus prisée dans le **marché du travail**.

2.1. Importance de la fiscalité pour les finances publiques

Les **finances publiques** jouent un rôle capital dans l'**ordre économique et social d'un pays**. Elles permettent à l'État de **fonctionner**, notamment en faisant face aux **dépenses de fonctionnement et d'investissements** nécessitées par la mise en œuvre et le **financement des services publics fondamentaux** (défense du territoire, sécurité des citoyens, représentation des intérêts des Congolais à l'étranger, formation, santé, etc...)

De plus, elles permettent de **contribuer au financement des infrastructures** si nécessaires au **développement économique et social**, telles que les routes, les écoles, les lycées, les universités, les hôpitaux, la télécommunication, etc...

L'État **finance** ses activités soit par les **ressources ordinaires**, soit par les **emprunts**. En RDC, les **ressources ordinaires de l'État** sont constituées majoritairement de **recettes fiscales**, le reliquat provenant des ressources naturelles et des entreprises publiques.

2.2. Importance de la fiscalité pour les citoyens

Les **citoyens** sont à la fois les **sujets** qui **supportent l'impôt** et les **bénéficiaires**, en retour des **services** financés par l'impôt.

Toute **gratuité de service public** est financée par l'impôt. Ainsi, si les élèves ne se soucient pas du **financement de leurs études**, c'est parce que les dépenses de l'école sont **prises en charge par l'État**, autrement dit par l'impôt.

Dans toute **action**, dans tout **acte**, dans toute **activité économique et sociale**, vous rencontrez l'impôt, que ce soit en tant qu'utilisateur d'un **service gratuit** ou **subventionné** (c'est-à-dire offert

à un prix inférieur à son coût économique) ou bien en tant que **contribuable** qui supporte l'impôt de façon **visible** ou **invisible**, **consciente** ou **inconsciente**. À titre d'exemples :

- lorsque vous **consommez un bien ou un service**, une partie du **prix** que vous payez est constituée par l'impôt, notamment la **taxe sur la valeur ajoutée** (TVA).
- lorsque vous **travaillez dans une entreprise** quelconque, sur la **rémunération** que votre employeur vous verse, il prélève une partie pour l'impôt : la **retenue à la source au titre de l'impôt professionnel sur les rémunérations** (IPR).
- lorsque vous bénéficiez de la **gratuité de l'enseignement**, vous **bénéficiez indirectement** de l'impôt.
- si vous vous sentez en **sécurité**, c'est l'impôt qui finance la **sécurité publique**.
- la **justice** à laquelle peut recourir tout citoyen est financée par l'impôt.

Par ailleurs, l'**inflation** produit à l'égard du citoyen un **effet d'amputation** sur son pouvoir d'achat similaire à celui de l'impôt. Or, un **déséquilibre important** des finances publiques constitue un **facteur favorable à l'inflation**.

2.3. Importance de la fiscalité pour les entreprises

« Si la règle fiscale est imposée par l'État, dans son intérêt, pour régler ses rapports financiers avec les particuliers, il n'en demeure pas moins que lorsque la règle est appliquée aux entreprises, la lourdeur de la charge financière en découlant les incite à intégrer la variable fiscale dans toute décision de gestion. »

Source : ROBLOT René, SERLOOTEN Patrick, *Droit fiscal des affaires*, 1997, LGDJ Editions, Collection Traités, 992 pages.

L'entreprise est à la fois un **contribuable** au titre des impôts qu'elle **supporte** et un **redevable** au titre des impôts qu'elle **fait supporter** à ses clients ou qu'elle **retient à la source** sur les sommes dues à certains **fournisseurs** ou à ses **salariés**.

Contribuable : Toute personne astreinte au paiement d'un impôt et qui en est le point de chute, c'est-à-dire celle qui le supporte.

Redevable : Personne qui entre dans le champ d'application d'un impôt ou d'une taxe mais qui n'en supporte légalement, en principe, que le paiement effectif. Le redevable paie un impôt qu'il fait supporter à d'autres contribuables.

L'impôt constitue pour l'entreprise un **coût** ou un **élément** qui peut **influencer** sa capacité de faire face à la **concurrence** lorsqu'elle ne peut le **répercuter sur le client**.

Les entreprises ont donc intérêt à adopter une **stratégie de sécurité et d'optimisation** à l'égard de l'impôt :

- **Sécurité** : par le **respect des règles fiscales** et l'option à la **régularité fiscale**.
- **Optimisation** : par une bonne **connaissance de la fiscalité** et l'utilisation optimale des **options et solutions avantageuses** pour l'entreprise.

Les autres **stratégies de fraude** totale ou partielle aboutissent généralement à **exposer** à la fois l'ensemble macro-économique et l'entreprise elle-même à des **crises** dont l'effet peut être grave. La **fraude fiscale** peut aussi créer une **situation de rente** (gain non justifié par une valeur ajoutée économique) **incompatible avec l'efficacité économique**.

3

Prélèvement de l'impôt par l'État

Aucun État moderne n'est **concevable** sans impôt. Aussi, depuis longtemps a-t-on essayé de définir un **cadre théorique** visant à **expliquer**, voire à **légitimer**, le prélèvement fiscal. Les principales **théories justificatives de l'impôt** sont :

- la **contrepartie des services rendus par l'État** ;
- la **solidarité nationale** ;
- les **facultés contributives** ;
- l'**expression de la souveraineté**.

Ces théories exercent des **influences variables** sur les différents systèmes fiscaux adoptés par les **pays** en fonction de leur **système économique** et des **courants de pensée politique dominants**.

3.1. L'impôt, contrepartie des services rendus par l'État

Selon cette théorie, l'impôt est la **contrepartie** ou le **prix** des services rendus par l'État, une sorte de **prime d'assurance** payée par les citoyens pour jouir en sûreté de leurs **droits**. Dans ce sens, l'impôt est défini par **Gaston Jèze** comme étant :

« une prestation pécuniaire requise des contribuables en vue de la couverture des charges publiques ».

Source : JEZE Gaston, *Finances publiques*, 1988.

Gaston Jèze : Professeur de droit public français né en 1869 et décédé en 1953, il est souvent considéré dans les milieux universitaires comme le « pape » des finances publiques.

3.2. L'impôt, expression de la solidarité nationale

Au même titre que la **défense du territoire** qui consiste à ce que ceux qui sont capables de défendre le territoire le font **au profit de tous**, l'impôt est l'expression d'une **solidarité nationale** qui consiste à ce que **les uns payent l'impôt dont tous profitent**.

L'impôt permet ainsi de réaliser la **redistribution nécessaire** à une certaine paix sociale.

3.3. L'impôt, une participation aux charges publiques en fonction des facultés contributives

L'article 65 de la Constitution de la RDC stipule que :

« Tout Congolais est tenu de remplir loyalement ses obligations vis-à-vis de l'État. Il a en outre le devoir de s'acquitter de ses impôts et taxes ».

Tout le paiement de l'impôt est un **devoir civique**, une affaire de tous pour une survie assurée du pays.

3.4. L'impôt, expression de la souveraineté

L'impôt est défini comme un **prélèvement pécuniaire par voie d'autorité**, à titre définitif et sans contrepartie. Il est la manifestation de la **souveraineté** de l'État d'où l'absolue nécessité du **consentement** exprimé des **contribuables**, à la suite d'un **débat contradictoire**, par le biais de leurs **représentants** (les députés à l'assemblée nationale).

3.5. Impact des différentes théories justificatives sur les systèmes fiscaux

Les différentes **théories explicatives des fondements de l'impôt** connaissent des **limites** et subissent des **critiques**. Néanmoins, les systèmes fiscaux effectifs sont souvent une **synthèse** de ces différentes théories, chacune d'entre elles marquant plus ou moins les mesures fiscales selon les **courants de pensée politique**, la **politique des gouvernements** et les **conjonctures**.

4

Rôles de l'impôt

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

4.1. Rôle financier

L'impôt est avant tout un **fait financier**, parce qu'il a normalement pour objet de procurer au Trésor Public les **ressources** dont il a besoin. Pour parvenir à ce but, l'impôt doit présenter **deux caractères** :

- 1** il doit être **permanent** ;
- 2** il doit être **productif**.

a. Permanence de l'impôt

La **permanence de l'impôt** est une **conséquence** de la permanence des **dépenses publiques**. C'est une **exigence absolue** pour les États qui ont **dépassé** un certain stade de **développement** ou qui cherchent à **s'assurer** un certain développement. Par ailleurs, il convient de souligner que l'**instabilité fiscale** est un **handicap** en soi.

En règle générale, les contribuables **payent plus facilement les impôts** qui sont déjà **ancrés** dans leur tête qu'un nouvel impôt.

b. Productivité de l'impôt

La **productivité** est la seconde qualité essentielle qui doit être **exigée** d'un impôt. Pour répondre à cette exigence, un **système fiscal** doit présenter un **certain nombre de caractères**, dont quatre sont **majoritaires** :

- 1 il doit être **général** : un système fiscal ne peut pas comporter trop de **privilèges** qui amènent la **réduction de l'assiette fiscale**. Le **privilège** entraîne l'**exclusion du bénéfice** de la franchise d'impôts pour certaines classes alors qu'il n'en est rien pour d'autres ;

Privilège : Sûreté constituée sur les biens d'un contribuable, qui garantit le paiement d'impôts arriérés.

- 2 il doit comprendre **plusieurs impôts** : un système fiscal est **rentable** lorsqu'il y a **pluralité d'impôts**. En effet, outre des raisons techniques évidentes, les **taux d'impôts uniques** devraient être excessivement **élevés**, ce qui donnerait une **assiette réduite**, et les erreurs d'un tel impôt seraient **irréparables** et ne pourraient faire l'objet d'**aucune compensation** ;
- 3 les impôts doivent être **sensibles** : ils doivent être **dynamiques**, suivre l'**évolution économique** de certains phénomènes en tenant compte des **aspects structurels**, l'**évolution du revenu national** et les **besoins de l'État**, les **aspects conjoncturels**, l'**évolution des prix** et les **variations économique-monétaires** ;
- 4 les impôts doivent être établis sur une **assiette** suffisamment **large** : il ne faut pas que le fisc soit distrait par l'assiette et le recouvrement des multiples petites taxes qui empêchent le **contrôle des impôts importants**.

4.2. Rôle politique

L'impôt, **phénomène politique** du fait de son **établissement** lié à l'exercice de la **souveraineté** et du problème qu'il pose de la **conciliation** du **pouvoir public** et des **libertés individuelles**, constitue un **instrument d'une action politique**.

Alors qu'il apparaît sur le plan politique comme une **manifestation du pouvoir**, son paiement constitue une **reconnaissance du pouvoir** exprimant matériellement un type d'**allégeance**.

4.3. Rôle social

L'impôt est un instrument qui doit être utilisé pour **corriger les inégalités sociales**, pour assurer également la **répartition du revenu national** et permettre une certaine **égalisation des conditions de vie ou des conditions sociales** à travers le **nivellement** susceptible des **fortunes** et l'imposition forte des **revenus élevés**.

4.4. Rôle économique

Les **relations** qui existent entre l'**impôt** et la **vie économique** peuvent être considérées de différents points de vue. L'impôt peut modifier le comportement des **agents économiques**. L'économie constitue donc un des **domaines d'élection de l'interventionnisme étatique** étant donné que l'impôt établit des relations avec la **conjoncture économique**.

Aussi, l'impôt sert de **régulation**. En effet, l'État utilise l'impôt comme **levier** ou **baguette d'orientation** de l'investissement par le système de la **surtaxe** ou de la **détaxe**.

5

Caractéristiques de l'impôt

Quelques traits caractéristiques permettant de **reconnaître un impôt** :

- Il est une **prestation pécuniaire**, un paiement en argent, **distincte des autres prestations** en nature qui peuvent être aussi exigées des citoyens ;
- Il est payé d'après la **capacité contributive**, en d'autres mots, des **moyens** dont dispose les contribuables et les **charges supportées** par eux ;
- Il est payé par **voie d'autorité** au moyen du pouvoir de **contrainte** exercé par le pouvoir public ;
- Il a un **caractère définitif**, c'est-à-dire que l'argent de l'impôt n'est **jamais restitué**, à l'exception de cas de **double imposition** ou d'**erreur matérielle** ;
- Il est payé **sans contrepartie déterminée**, il n'y a **aucune proportion ou relation directe** entre l'**impôt payé** par le contribuable et les **avantages** qu'il recevra de l'État (sécurité, santé publique, éducation,...) ;
- Il est payé en vue de la **couverture des charges publiques** ou des **fins d'interventionnisme de la puissance publique**, donc l'impôt ne sert pas seulement à **couvrir les besoins financiers de l'État**, mais il permet aussi son intervention dans la **vie économique et sociale** de la nation.

6

Principes de l'impôt ou règles d'Adam Smith

Adam Smith : Philosophe et économiste écossais du XVIIIème siècle, Adam Smith était une grande figure des Lumières écossaises. Moraliste du capitalisme, il a énoncé quatre principes immuables en matière d'impôt.

Il y a un certain nombre de **principes** qui doivent être pris en compte pour l'**établissement de l'impôt**, qui sont :

- la **justice** : elle signifie que les **lois fiscales** doivent être **élaborées** de manière à ce que l'impôt (ou mieux, la contribution) de chaque citoyen soit **proportionnel à sa capacité contributive**, c'est-à-dire au revenu qu'il a réalisé du fait de l'**ordre public** assuré par l'État ;
- la **certitude** : l'impôt doit être **certain, déterminé ou déterminable**. Pour éviter l'arbitraire, le législateur doit être **précis et certain**, c'est-à-dire qu'il doit fixer à l'avance l'**époque**, le **mode** et la **quotité** du paiement de l'impôt. La matière imposable, le taux de l'impôt et son mode de perception doivent être **déterminés** ;
- la **commodité** : elle signifie que la levée de l'impôt doit se faire **à l'époque et selon le mode qui soit favorable aux contribuables** ;
- l'**économie** : selon ce principe, l'impôt doit être établi de manière à **maximiser les recettes de l'État**, afin de ne pas appauvrir les contribuables.

7

Principes économiques d'imposition

Six principes fondamentaux expliquent la **logique économique des impositions** et permettent d'**apprécier la validité des mesures fiscales** au regard des bonnes règles de la **gestion économique** :

- 1 le principe d'**équité** ;
- 2 le principe de **neutralité** ;
- 3 la **prise en compte de la règle de l'efficience économique** ;
- 4 le principe de la **simplicité** ;
- 5 le principe de **compétitivité** ;
- 6 le principe d'**efficacité**.

7.1. Le principe d'équité

Ce principe, qui en appelle aux **notions de justice sociale**, ne fait toutefois pas l'objet d'une **interprétation consensuelle**.

Deux grandes écoles se disputent le sens de l'équité fiscale : la première considère que **l'imposition de chaque citoyen** doit être basée sur sa **capacité contributive** (capacité à payer) et la seconde considère que **l'équité fiscale** exige plutôt que chaque contribuable s'acquitte des impôts **en fonction des services publics qu'il consomme**, abstraction faite de sa capacité de payer.

Le **principe d'équité** suppose aussi d'une part un **traitement similaire** entre les **obligations** et **devoirs**, tant de l'administration que du contribuable, et d'autre part le traitement des contribuables sur le **même pied d'égalité**.

7.2. Le principe de neutralité

Ce principe veille à ce que les **règles d'imposition** ne biaisent pas la **concurrence** et ne peuvent être sources de **compétition déloyale**. Ainsi, par exemple, les règles de l'imposition à la TVA doivent assurer la **neutralité** de cette taxe vis-à-vis des **circuits** et des **biens**.

Le manquement au principe de neutralité peut même **handicaper une économie nationale** et **favoriser les produits étrangers**. Un exemple édifiant à ce titre est donné par la conséquence de **l'exonération** de certains produits finis **sans possibilité de récupération** sur les intrants pour les producteurs nationaux.

7.3. La prise en compte de la règle de l'efficacité économique

Ce principe vise à assurer que **l'allocation des ressources** se fasse par les **mécanismes de l'économie** de façon optimale, grâce à l'action des **mécanismes des prix** et de la **rationalité des agents économiques** (producteurs et consommateurs) et que ni l'effet d'**inhibition fiscale** ni la **recherche de rente fiscale** ne viennent **modifier le comportement** des agents économiques.

Il existe **deux hypothèses contradictoires** relatives à la théorie de l'**efficacité des marchés** :

- 1 la première hypothèse suppose qu'**une économie sans imposition fiscale alloue de façon optimale les ressources économiques**.

Conséquence : les mesures fiscales doivent tendre à être neutres, c'est-à-dire conçues de sorte qu'elles n'influencent pas les décisions économiques (l'exonération des dividendes découlant de la règle de l'imposition à un stade unique œuvre dans le sens de cette hypothèse).

- 2** la seconde hypothèse **ne reconnaît pas au marché l'aptitude à allouer les ressources de façon optimale.**

Les **distorsions du marché** rendent donc nécessaire l'**intervention de l'État** par le biais de plusieurs instruments, dont la **fiscalité** (avantages fiscaux en vue d'allouer les ressources à l'investissement dans les secteurs prioritaires).

7.4. Le principe de la simplicité

Le **principe de simplicité** impliquant le droit à la **bonne information du contribuable** conditionne la **bonne application de la loi fiscale** et favorise son **acceptation** par les agents économiques. Il suppose que les textes fiscaux et les procédures fiscales soient d'une **compréhension facile et accessible**, même aux non-spécialistes, pour que le contribuable puisse accéder facilement à l'information sur ses **obligations** et ses **droits**, et être à même d'**évaluer le montant des impôts** qu'il a à payer et en tenir compte dans ses prises de **décisions économiques**.

L'existence de **textes fiscaux clairs, explicites**, sans piège et respectueux des principes fondamentaux du droit et d'instructions administratives conformes aux **textes réglementaires** et facilement accessibles pour tous, est de nature à accroître le sentiment de **sécurité** et d'**équité fiscale**. Plus un texte est rendu **accessible à tous**, plus il constitue un **moyen de pression** de nature à **influencer** le comportement des contribuables.

7.5. Le principe de compétitivité

Un impôt est **compétitif** lorsqu'il est **internationalement comparatif**. Un impôt trop lourd par rapport aux **standards internationaux** est un impôt qui **handicape la compétitivité** des entreprises nationales.

La **fiscalité nationale** doit, dès lors, tenir compte de la fiscalité des **principaux pays partenaires** et s'efforcer d'être **moins lourde**.

7.6. Le principe d'efficacité

L'impôt doit être **administré par l'État** et **respecté par les opérateurs** efficacement, au moindre coût. Le principe de simplicité est en corrélation avec le **principe d'efficacité fiscale**. Aussi faut-il admettre que le **meilleur système fiscal** ne vaut que par l'**administration** qui le met en œuvre.

Une administration efficace suppose une **application généralisée** de l'impôt, un **pilotage** et une **surveillance administrative** performante. De même, elle suppose que l'impôt soit effectivement **prélevé** sur des **profits réels** (imposition directe) ou sur la véritable **valeur ajoutée** (TVA-non rémanente) et que le contribuable ait **dégagé la trésorerie nécessaire** pour l'acquitter.

Une administration efficace suppose aussi que la **pratique du contrôle fiscal** ne soit pas une source de **frustration** et ne vienne pas affecter la **confiance** et l'**esprit d'initiative** des opérateurs économiques. Il est absolument nécessaire que la **légitimité du contrôle** soit admise. Des **procédures de vérification** et de **contentieux** définies après un débat contradictoire impliquant toutes les parties concernées, des **règles d'imposition** équitables, claires et sans piège cimentent l'**engagement commun** et forment la base théorique du **contrôle légitime**.

Arbitrage des conflits entre les principes économiques d'imposition

Alors que les principes économiques de l'imposition guident avec pertinence la **réflexion** et l'**action de légiférations fiscales** pour que l'impôt ne dégénère pas en **facteur anti-développement**, il n'est pas toujours possible de **concilier** tous les principes en même temps :

- Certains principes sont **complémentaires** : la **neutralité** dépend d'une bonne application de la loi alors que la **simplicité** aide à la bonne application de la loi.
- D'autres principes peuvent être **en conflit** : le **principe d'efficience** et le **principe d'équité** ne se conjuguent pas toujours avec le **principe de la simplicité**, de même que le principe d'efficience peut s'exercer au détriment de l'équité.

D'où un nécessaire **arbitrage** entre les principes lorsqu'ils sont en conflit. Cet arbitrage s'effectue en fonction des **objectifs explicites ou implicites** que privilégie l'État. Les conflits entre principes imposent donc que l'on admette une certaine **marge de tolérance** qu'il convient de définir pour l'**application des principes économiques d'imposition**. De même, nous devons être **conscients** que lorsqu'on réclame de privilégier un principe, cela peut se faire au **détriment** d'un autre. Le tout est de savoir **maintenir les transgressions** dues aux arbitrages inévitables à un niveau **compatible** avec les **objectifs** et la **philosophie** générale d'une **fiscalité non nuisible** à l'économie.

Pour ce faire, il est fondamental que les règles fiscales soient **cohérentes** entre elles et que la pratique de l'administration soit **crédible**, pour éviter de **désorienter les opérateurs économiques** et de créer un sentiment de **frustration fiscale** de nature à influencer l'allocation des ressources vers les **domaines oisifs ou spéculatifs**.

La notion de l'impôt, bien qu'elle présente un caractère **dynamique** dans son examen, est organisée autour de ses **éléments constitutifs**.

8

Éléments constitutifs de l'impôt

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

Pour qu'un **prélèvement** soit considéré comme étant un **impôt**, il doit être **constitué** des éléments suivants :

- la **matière imposable** : c'est l'élément économique dans lequel l'impôt prend sa **source**, directement ou indirectement. Cet élément peut être un **bien**, un **revenu**, une **transaction**, un **service** ou une **personne**. En d'autre terme, c'est le **champ d'application de l'impôt** ;
- l'**assiette de l'impôt** : c'est la **base de calcul** de l'impôt, c'est-à-dire la caractéristique de la matière imposable sur lequel l'impôt est calculé, appelé aussi **base d'imposition** ;
- le **taux de l'impôt** : c'est le **tarif**, ou le **prix**, fixé par la loi de l'impôt ;
- le **fait générateur** : c'est l'événement qui donne naissance à la **créance fiscale** ou l'**acte juridique** qui rend exigible le paiement de l'impôt.
- l'**exigibilité** : c'est la **date** à partir duquel l'administration fiscale a droit de recouvrer l'impôt ;
- le **redevable** : c'est la **personne assujetti**, c'est-à-dire qui supporte la charge de l'impôt, ou la personne qui a l'**obligation** de payer l'impôt. On distingue à cet effet le **redevable réel** (le contribuable) du **redevable légal** (la personne que la loi oblige de retenir l'impôt par le contribuable et de le reverser dans le compte du trésor).

9

Différence entre l'impôt et les autres ressources de l'État

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

À côté de l'impôt, ressource fiscale et principale source de revenu de l'État, il existe d'autres ressources, à savoir les **ressources non fiscales** (taxes administratives, taxes parafiscales, ressources domaniales, judiciaires et de participation) et l'**emprunt**.

9.1. Impôt et emprunt

La différence essentielle entre l'impôt et l'emprunt réside dans le fait que l'impôt est un **prélèvement définitif**, tandis que l'emprunt fait l'objet d'un **remboursement** à terme, généralement avec intérêt, au prêteur.

9.2. Impôt et taxe administrative

Une **taxe** est le prix payé par un usager pour un **service précis et déterminé** qui lui est rendu par la **collectivité publique**, ou tout au moins mise à la disposition du **redevable**. Elle peut aussi être définie comme un procédé de **répartition** des charges publiques proportionnellement aux services rendus, dont le **bénéficiaire** doit payer la prestation fournie par l'autorité publique.

Le terme **taxe** est souvent employé dans un sens autre que comme défini ci-haut. Nous observons que certains impôts sont qualifiés de taxes mais qui, en réalité, ne les sont pas au sens de sa définition. C'est ainsi que l'on parle parfois de la **taxe sur la valeur ajoutée**, alors qu'il s'agit des impôts qui sont des **prélèvements obligatoires** effectués par voie d'autorité, à titre définitif et sans contrepartie, en vue de la **couverture** des charges publiques, et non des taxes au vrai sens du mot.

*En pratique, les délimitations établies par les différentes définitions ne sont pas respectées. Ainsi, par exemple, la **Taxe sur la Valeur Ajoutée** payée sans contrepartie aurait dû s'appeler **Impôt sur la Valeur Ajoutée**.*

a. Points de convergence entre l'impôt et la taxe

- L' **impôt**, tout comme la **taxe**, est un prélèvement pécuniaire opéré sur les personnes pour le besoin d'intérêt public ;

Impôt : L'impôt est versé à l'État ou aux collectivités locales à titre obligatoire par le contribuable sans contrepartie directe. Le professeur Gaston Jèze définit l'impôt comme étant une prestation pécuniaire, requise des particuliers par voie d'autorité à titre définitif et sans contrepartie, en vue de la couverture des charges publiques.

Taxe : La taxe est versée, à titre obligatoire, à l'État ou à une collectivité en contrepartie d'un service dont profite, ou dont aurait pu profiter, le payeur.

- Les **prélèvements** de ces deux ressources sont perçus par voie de contrainte du pouvoir public ;

- Les deux **sources de revenus de l'État** sont établies normalement par la loi ;
- La taxe et l'impôt ont un caractère **commun** : le caractère **unilatéral**, c'est-à-dire qu'aucun **consentement** n'est demandé, ni au contribuable ni à l'usager.

b. Points de divergence entre de l'Impôt et taxe

- La **taxe** a parfois un caractère **non obligatoire**, c'est-à-dire que le redevable a la faculté d'utiliser ou non le service public, tandis que l'**impôt** a un caractère **obligatoire** ;
- La taxe est liée à la prestation d'une **contrepartie**, c'est-à-dire que son paiement doit être **proportionnel** à celui du service rendu, tandis que la contrepartie de l'impôt est **indéterminée**.

9.3. Impôt et taxe parafiscale

Une taxe étant considérée comme le **prix** payé par un usager pour un **service précis et déterminé** qui lui est rendu par la **collectivité publique**, ou tout au moins mise à la disposition du redevable.

En d'autres termes, elle est aussi un procédé de **répartition** de charges publiques, proportionnellement aux services rendus, dont le bénéficiaire doit payer la **prestation** fournie par l'**autorité publique**.

Les **taxes parafiscales** ont le plus souvent un caractère absolument **obligatoire** en ce sens que tout redevable ne peut s'y soustraire d'une part et de l'autre, il n'y a pas de **proportionnalité** entre la redevance payée et le service rendu.

La taxe parafiscale tant donc à se rapprocher de l'impôt, à la différence que la taxe est souvent instituée au profit d'**organismes publics ou privés** par des **actes réglementaires** et l'impôt par des **actes législatifs** au profit du Trésor Public.

9.5. Impôt et revenus domaniaux

Les **ressources domaniales** sont nombreuses, on peut citer les **redevances d'occupation** du domaine public de l'État, les **revenus** des services publics à caractère **industriels** et **commerciaux**,... Ces revenus sont affectés, selon les cas, au **budget de l'État**, au budget des **collectivités locales** ou celui des **établissements publics**.

Quelle que soit leur **affectation**, leur **taux** ou leur **montant**, ces ressources sont **fixées** par l'État et à quelques exceptions près leur perception est effectuée selon les **prérogatives** et la **sanction** de droit public. À la différence des revenus domaniaux, l'impôt ne fait pas l'objet d'une **affectation spéciale**.

9.6. Impôt et redevance

La **redevance** est la **rémunération** pour un service rendu, mais qui n'est due que si la **contre-prestation** est effectivement utilisée par le **redevable** et non seulement **mis à sa disposition**. C'est le cas des **redevances téléphoniques**, des **droits d'inscription** dans les écoles publiques, etc.

Redevance : La redevance est versée en contrepartie d'un service utilisé par le payeur. Elle n'est par conséquent acquittée que par les usagers d'un service public.

Distinction entre taxe et redevance : Le critère généralement retenu pour distinguer la taxe de la redevance est celui de l'équivalence. En appliquant ce critère, on est en présence d'une taxe lorsque le montant dû n'est pas équivalent au service fourni ou qu'on aurait pu obtenir. En revanche, il s'agit de redevance lorsqu'il y a équivalence entre le montant du prélèvement et la prestation obtenue par l'utilisateur.

En outre, le terme **contribution**, qui signifie dans le langage courant l'impôt payé à l'État, d'où la classification des impôts et taxes en contributions directes et contributions indirectes, et qui a donné naissance au terme contribuable, est utilisé dans certains cas pour désigner un impôt généralement de solidarité. Il en est de même du terme **droit** qui est parfois utilisé pour désigner une imposition.

10

Types et classification des impôts

10.1. Types

Le système fiscal congolais, comme beaucoup d'autres systèmes fiscaux dans le monde, regroupe **deux grandes catégories d'impôts** : les **impôts directs** et les **impôts indirects**.

Pour le **Professeur Maurice Cozian**, les impôts directs sont ceux qui sont assis sur des **données constantes**, c'est-à-dire les **revenus** ou le **capital**, permettant la perception à un **intervalle régulier**, une fois par an en principe. Les impôts indirects quant à eux portent sur les **faits intermittents**, les **dépenses** et leurs **perceptions** se produisent tout au long de l'année.

Maurice Cozian : En plus d'être juriste et fiscaliste français, Maurice Cozian avait également le statut de professeur émérite de droit fiscal, et a écrit de nombreux ouvrages en droit des sociétés et droit fiscal.

Source : COZIAN Maurice, *Précis de fiscalité des entreprises*, 1994, Litec Éditions, Collection Droit & Gestion, p. 3.

Selon le **Professeur Buabua Wa Kayembe**, les impôts directs sont ceux dont la **charge** demeure définitivement supportée par celui qui en est **assujéti**, le contribuable n'ayant pas la possibilité de la **répercuter sur autrui**, tandis que les impôts indirects sont ceux dont la charge est répercutée sur autrui.

Professeur Buabua Wa Kayembe : Auteur, enseignant et fonctionnaire de l'Etat de République démocratique du Congo, il a joué un rôle important dans la recherche scientifique et l'enseignement économique et fiscal.

Source : BUABUA WA KAYEMBE Mubadiate, *Traité de droit fiscal Zaïrois : constat et propositions sur les contributions et la douane*, 1993, Presses Universitaires du Zaïre, p. 19.

Ces deux **définitions** font ressortir la **particularité** des impôts indirects :

- 1** leur **incidence** sur le **pouvoir d'achat** du consommateur qui le supporte ;
- 2** la **possibilité du cumul** du fait de la **répétitivité** du fait générateur.

Cependant, pour **Kola Gonze**, dans la difficulté de dégager un **critère de distinction** entre les impôts directs et les impôts indirects, estime avec raison que l'impôt direct correspond au verbe « **être** » ou au verbe « **avoir** » et l'impôt indirect au verbe « **faire** ».

Source : KOLA GONZE, *Cours de Droit fiscal*, Université de Kinshasa, Faculté de Droit, 2008, p. 11.

10.2. Classification des impôts

Les impôts, selon le système fiscal congolais, sont **classés** selon leurs **caractères intrinsèques**, placés les uns à côté des autres, de la manière suivante :

a. Impôt personnel et impôt impersonnel

L'impôt est dit **personnel** lorsqu'il atteint les **biens** ou les **revenus** en **considération** de la personne du **contribuable**. Il s'agit de l'**impôt personnel minimum** en République Démocratique du Congo.

L'**impôt impersonnel** est celui qui est assis sur les **biens** ou les **revenus**, les **activités** des agents économiques **sans considération** de la personne du **redevable**. En République Démocratique du Congo, c'est le cas des **impôts réels**.

b. Impôt spontané et impôt constaté

L'**impôt spontané** est un droit dû au **trésor**, à une **échéance déterminée**, que le redevable a l'**obligation de déclarer et payer**, sans qu'il ne soit établi un titre par l'administration mise à la disposition du redevable, appelé « **déclaration** ».

L'**impôt constaté** est un **droit** émis par les services d'assiette pour **défaut de déclaration d'impôt**, par les services de contrôle à l'issue d'un **contrôle fiscal** ou en cas de **régularisation** de la situation fiscale d'un nouveau contribuable. Cet impôt est payé par **voie d'avis de mise en recouvrement** (AMR) ou par **avertissement extrait de rôle** (AER). Ce sont des titres de **perception** créés par l'administration elle-même.

c. Impôts d'État et impôts locaux

Les impôts d'État sont des **ressources du budget** du gouvernement central, tandis que les impôts locaux sont des **ressources des provinces** ou des **entités territoriales décentralisées**.

Les **impôts d'État et locaux**, dans le système fiscal congolais, sont prélevés :

- sur les **biens** (impôts réels) ;
- sur les **revenus** (impôts sur le revenu) ;
- sur la **dépense** (impôt sur la consommation).

En **République Démocratique du Congo**, les impôts locaux sont ceux dont le gouvernement central a cédé aux **provinces**. Il s'agit de l'**impôt foncier**, de l'**impôt sur les véhicules** et de l'**impôt sur le revenu localif**.

d. Impôts ad valorem et impôt spécifique

L'**impôt ad valorem** frappe le produit taxable exprimé en **valeur**, se calcule en **pourcentage** et se définit par rapport à la **base d'imposition** (les droits de douanes, impôt perçu à la frontière ou impôt de porte).

L'**impôt spécifique** est celui qui est calculé d'après la **spécificité** du bien taxé. Il est assis sur les grandeurs physiques. En d'autres termes, le taux spécifique est exprimé en **unité monétaire** et en **unité de mesure de masse de la base imposable** (impôt sur les véhicules).

e. Impôt fixe, proportionnel et progressif

L'**impôt fixe** est celui dont le taux d'imposition est **uniforme**, quelle que soit la **variation** de la matière imposable.

L'**impôt proportionnel** est celui qui frappe la matière imposable suivant un **taux constant**, quelle que soit l'importance des revenus imposés. On observe une certaine **proportionnalité** sur le montant de l'impôt et le revenu du contribuable. Ainsi, le taux proportionnel reste **inchangé** quelle que soit la **quantité de matière** soumise à l'impôt (impôt sur le bénéfice).

L'**impôt progressif** est celui dont le taux d'imposition varie en fonction de la **base d'imposition**. La progressivité est **globale** lorsque les taux d'imposition croissent en même temps que les **bases imposables**. Il y a progressivité **par tranche** ou **par palier**, lorsque toutes les **bases imposables**, quelle que soit leur importance, sont découpées à un certain nombre de **tranches**. Chaque tranche est atteinte par un **taux** qui va en croissant de tranche en tranche. Ce système est conçu pour éviter l'inconvénient de la **totalité** ou des **sauts brusques** provoqués par la **progressivité globale** (Impôt Professionnel sur les Rémunérations, IPR).

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect to form a complex, abstract geometric pattern of triangles and polygons. A large, semi-transparent watermark in a dark brown, bold, sans-serif font is oriented diagonally from the bottom-left towards the top-right. The watermark text reads "ARNO EDITIONS".

ARNO EDITIONS

DEUXIÈME CHAPITRE

Techniques d'assiette de l'impôt

1

Évaluation de la matière imposable

Source : Partie basée sur NGOYAMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

L'État est **demandeur de l'impôt** et devrait, à ce titre, établir l'**existence** et le **montant** de la matière imposable pour pouvoir l'exiger. Cependant, la **complexité** de la matière imposable rend cette épreuve impossible, sauf recours à un **personnel énorme** et à une **inquisition fiscale insupportable**. D'où le recours à des **procédés indirects d'évaluation** (méthode indiciaire, signe extérieur) employés à titre principal ou auxiliaire, et surtout à la **collaboration du contribuable** au service public de l'impôt.

1.1. Déclaration contrôlée

La **déclaration contrôlée** apparaît aujourd'hui comme le **mode normal d'évaluation de matière imposable**. C'est l'acte par lequel le contribuable fait connaître au fisc l'**existence de la matière imposable**, son **montant** et éventuellement tous les éléments nécessaires au **calcul** de l'impôt ou au **contrôle**.

1.2. Méthode forfaitaire

Le **forfait** est une technique d'évaluation simplifiée qui vise à substituer à la **détermination exacte** d'une donnée un calcul approché, fondé sur une **analyse intérieure** de cette donnée. Il s'agit en fait d'un **accord** entre le **contribuable** et l'**administration du fisc**, sans procéder à une **évaluation directe** de la matière imposable.

L'impôt est ainsi évalué sur base des **renseignements** fournis par le contribuable à l'Administration, et cette dernière lui notifie le **montant à payer**.

1.3. Méthode indiciaire

La **méthode indiciaire** consiste à évaluer la matière imposable à partir de certains **signes extérieurs** aisément constatables et auxquels est attribuée une **valeur représentative donnée**.

Par cette méthode, on évalue la matière imposable à partir des **indices** les plus divers. Par exemple, le **nombre** et la **puissance** des véhicules automobiles, le **personnel** de maison, etc.

1.4. Évaluation directe par témoignage

Avec cette méthode, l'**Administration fiscale** oblige à ceux qui connaissent la matière imposable de lui déclarer la **valeur exacte**. Il peut s'agir du **contribuable** lui-même, mais le plus souvent c'est un **tiers**, ce qui est plus **objectif**.

a. Méthode de déclaration par un tiers

Elle est faite par une personne autre que le contribuable, celle qui **verse le revenu** au contribuable et qui connaît la **consistance du revenu**. À titre d'exemple, l'**employeur pour les employés** (IPR) le **locataire pour les bailleurs** (IRL).

Ce système est en pratique **efficace** mais il n'est pas **généralisable** car plusieurs agents économiques n'ont pas d'**intermédiaires** capables de définir leurs **revenus**. On peut citer le cas des revenus dans les **professions libérales**.

b. Méthode de déclaration par le contribuable ou méthode de confession fiscale

Par la **déclaration**, le contribuable révèle lui-même le **montant du revenu** sous peine des **sanc-tions** en cas de **fausse déclaration**. L'efficacité d'un tel procédé dépend de la **valeur morale** du contribuable.

2

Liquidation de l'impôt

La **liquidation de l'impôt** a pour objectif de fixer le montant de la **dette fiscale**. Liquider l'impôt, c'est déterminer le montant par **application du taux** à la matière imposable.

C'est lors de la liquidation que se réalise les **abattements** et **déductions** de la matière imposable ainsi que certaines **réductions** ou **majorations** sur l'impôt brut obtenu afin de déterminer le **montant dû** au fisc par le redevable. Les **opérations de liquidation** proprement dites sont donc assurées à partir de ces calculs.

2.1. Détermination du taux de l'impôt

Le principe est que le **taux de l'impôt** doit être fixé de telle manière que le rendement de l'impôt assure à l'État les **ressources nécessaires** à ses besoins.

L'État doit chercher à déterminer un **taux optimum** tel que l'impôt ait un rendement **le plus élevé possible** sans pour autant que les contribuables subissent une **pression fiscale élevée** susceptible de les pousser à la fraude.

Le **mode de calcul** de l'impôt peut varier selon la **nature** de la technique utilisée. Ainsi, la **fixation du tarif** de l'impôt pose le problème du choix entre :

- le **taux de répartition** et le **taux de quotité** ;
- le **taux spécifique** et le **taux ad valorem** ;
- le **taux proportionnel** et le **taux progressif**.

a. Taux de quotité et taux de répartition

1. **Taux de répartition**

Dans le système de la répartition, l'État fixe le **rendement global** de l'impôt à plusieurs **degrés administratifs**. Le tarif de l'impôt se dégage de la **répartition**, c'est-à-dire que le produit d'impôt est **déterminé** sur le plan national et **réparti** entre les **provinces**, les **districts**, les **communes** et enfin entre les **contribuables**. En d'autres termes, le législateur fixe le **produit global** de l'impôt qui sera ensuite partagé selon le **système de répartition**.

Avantages

- Le **rendement** de l'impôt est **connu à l'avance** ;
- Il est **certain** et **indépendant** des **fluctuations économiques** ;
- La fraude est **neutralisée** dans le sens où, ce que les uns ne paient pas retombe sur les autres ;
- L'impôt garantit une certaine **stabilité** de la dette fiscale du contribuable.

Inconvénients

- L'impôt manque de **dynamisme**, c'est-à-dire qu'il ne suit qu'avec **retard** le développement de la matière imposable ;
- La **perte de la plus-value** d'impôt peut être importante à la fin de l'exercice. Le **trésor** ne peut profiter du développement de la matière imposable en période de **prospérité** puisque le rendement global est établi **en avance** ;
- L'impôt ne se prête pas à la **personnalisation**, c'est-à-dire qu'il est difficile d'appliquer la **progressivité** ;
- À cause de la **complexité** des opérations de répartition, l'impôt peut présenter des **injustices** dues aux **erreurs** qui peuvent se répéter sans possibilité d'une vérification de leur exactitude. C'est pourquoi les impôts de répartition tendent à **disparaître** au profit de l'impôt de quotité.

2. Taux de quotité

Dans le système de la **quotité**, le taux de l'impôt est **déterminé à l'avance** par le législateur. Il est **invariable**, quelle que soit la quantité totale de matière imposable détenue par l'ensemble des contribuables du pays. On ne connaît le **rendement global de l'impôt**, qui dépend précisément de cette quantité de matière imposable.

Avantages

- L'impôt est **dynamique** et permet de **suivre le développement** de la matière imposable ;
- L'impôt est **équitable**, permet d'assurer l'**égalité de traitement** entre les contribuables ;
- La charge fiscale est mieux **répartie** en fonction de la **capacité contributive** spécialement lorsqu'il y a une **progressivité** du taux de l'impôt ;
- L'impôt est **simple**, c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas des **moyens exagérés** pour son établissement.

Inconvénient

Son rendement n'est pas déterminé en avance, s'effectue avec **moins de précision** que celui de l'impôt parce que les prévisions sont beaucoup **plus délicates** à élaborer.

b. Taux spécifique et taux ad valorem

1. Taux spécifique

Ce taux est assis sur une base exprimée en **quantité physique de matières imposables**. Cette quantité est définie soit par le **nombre d'unité matérielle**, soit en **volume de surface** ou soit encore en **poids**.

Autrement dit, le taux est exprimé en **unité monétaire** et en **quantité** de la base imposable. Ainsi, pour les véhicules, le taux applicable tient compte de la **puissance fiscale** et du **poids**.

***Exemple** : le tarif de l'impôt sur les véhicules est fixé en fonction de la puissance fiscale du véhicule (7 à 10 CV) ou du poids (2,5 à 5T).*

Avantages

- L'évaluation est **facile** ;
- Il se prête difficilement à la **fraude** ;
- Le contrôle comptable et les discussions auxquelles ils donnent entre le fisc et les contribuables ont une **nature normale**.

Inconvénients

- Il ne s'adapte pas aux **fluctuations de prix** ;
- Il est **statique** ;
- Il est **injuste**.

2. Taux ad valorem

Le **taux ad valorem** est exprimé en **pourcentage** de la matière imposable évaluée en argent. Il est d'usage en **matière douanière**.

***Exemple** : pour une marchandise dont la valeur en douane est de 5 000F, le taux applicable est de 13%.*

Avantages

- Il paraît plus **juste** ;
- Il est **plus élastique** que le taux spécifique.

Inconvénients

- Il se prête beaucoup plus à la **fraude** ;
- Il engendre beaucoup de **réclamations**.

c. Taux proportionnel et taux progressif

1. Taux proportionnel

L'**impôt proportionnel** est celui qui frappe la matière imposable suivant un **taux constant**, quelle que soit l'**importance des revenus imposés**.

On observe une certaine **proportionnalité** sur le **montant de l'impôt** et le **revenu du contribuable**. Le taux proportionnel reste **inchangé** quelle que soit la quantité de la matière soumise à l'impôt.

La **proportionnalité** ne traduit pas toujours la **justice fiscale**, en ce sens qu'il ne conduit pas à l'**égalité** devant l'impôt. Ainsi, il n'est pas aisé de faire payer le **même impôt** à deux contribuables ayant le **même revenu** mais avec des **charges différentes**.

Exemple : un impôt de 10% sur un revenu de 10 000F est plus difficile à supporter qu'un impôt au taux de 10% sur un revenu de 100 000F.

2. Taux progressif

L'utilisation du **taux progressif** fait appel à deux **modalités pratiques** de la progressivité. Il s'agit de la **progressivité globale** ou **par classe** et de la **progressivité par tranche** ou **par palier**.

d. Progressivité globale ou par classe

Dans cette modalité, les revenus sont atteints dans leur **totalité** par des taux d'imposition qui vont en **augmentant** en même temps que lesdits revenus croissent.

Les revenus sont repartis dans des **classes préalablement fixées** et dont le point de départ est par exemple de 0 ou de 1. Chaque classe comporte un taux d'impôt **supérieur** à celle qui la précède ou inférieur à celle qui la suit.

Exemple :

- 0% pour les revenus situés entre 0 à 1 000 000F ;
- 5% pour les revenus situés entre 1 000 001 à 2 000 000F ;
- 10% pour les revenus situés entre 2 000 001 à 3 000 000F ;
- 15% pour les revenus situés entre 3 000 001 à 4 000 000 F ;
- 20% pour les surplus.

Messieurs A, B, C et D disposent de quatre revenus respectifs de 998 000F, 1 002 000F, 2 950 000F et 3 200 000F. De quel impôt chacun d'eux va-t-il s'acquitter auprès du fisc, au regard de taux ci-haut indiqués ?

On détermine que :

- Monsieur A : est exempté de l'impôt car son revenu est situé dans la tranche non imposée ;
- Monsieur B : payera 50 100F d'impôt, soit 5% de 1 002 000F ;
- Monsieur C : sera assujetti à 295 000F d'impôt, soit 10% de 2 950 000F ;
- Monsieur D : sera assujetti à 480 000F d'impôt, soit 15% de 3 200 000F.

Le grand reproche fait à l'imposition globale progressive est l'injustice qu'elle fait naître à l'égard des revenus aux frontières de paliers fixés par la loi.

En effet, entre A et B, il n'existe qu'une petite différence de revenus de 4 000F. Cependant A est exonéré alors que B est assujetti à un revenu qui n'est que de 50 100F. Néanmoins, C ne paie que 295 000F tandis que D paie 480 000F, soit un écart de 185 000F. D'où, dans nombreux pays, la progressivité globale est abandonnée au profit de la progressivité par tranche.

e. Progressivité par tranche ou par palier

Tous les revenus, quelle que soit leur importance, sont découpés en un certain nombre de **tranches**, en vertu du principe que les revenus compris dans la même tranche sont destinés à la **satisfaction** de mêmes besoins et doivent être imposés au même tarif. Chaque tranche est atteinte par un **taux** qui va en **croissant** de tranche en tranche.

Ce système est conçu pour éviter l'**inconvénient de la totalité** ou des **sauts brusques** provoqués par la **progressivité globale**.

Ce **mode d'imposition** vise à frapper faiblement les **revenus** ou **tranche de revenus** nécessaires à la **subsistance du contribuable**, et lourdement les **revenus** ou les **tranches supérieures**, considérés comme inutiles à sa **survie**.

En République Démocratique du Congo, ce mode de calcul de l'impôt est notamment utilisé dans l'**impôt professionnel sur les rémunérations** (IPR).

Exemple :

Messieurs A, B, C et D gagnent annuellement les revenus respectivement de 10 000F, 20 000F, 30 000F et 40 000F. De quel impôt chacun d'eux va-t-il s'acquitter auprès du fisc, au regard des taux ci-dessous indiqués ?

Le calcul de l'impôt pour chaque contribuable sera déterminé de la manière suivante (progressivité globale) :

| Revenus | Écart des revenus | Taux | Impôt dû |
|------------------|-------------------|------|----------|
| 0 à 10 000 F | 10 000F | 10% | 1 000F |
| 10 001 à 20 000F | 20 000F | 20% | 4 000F |
| 20 001 à 30 000F | 30 000F | 30% | 9 000F |
| 30 001 à 40 000F | 40 000F | 40% | 16 000F |

Pour les mêmes employés, en ce qui concerne la progressivité par tranche, l'impôt dû sera déterminé de la manière suivante :

- A) Pour l'employé dont le revenu est 10 000F compris dans la tranche de 0 et 10 000F, l'impôt dû sera de 1 000F ;
- B) Pour celui dont le revenu est de 20 000F, l'impôt dû par tranche sera de :
- 0 à 10 000 = $10\,000 \times 10\% = 1\,000F$
 - 10 001 à 20 000 = $10\,000F \times 20\% = 2\,000F$
- Total à payer : 3 000F
- C) Pour celui dont le revenu est de 30 000F, il paiera :
- De 0 à 10 000 $\times 10\% = 1\,000F$
 - De 10 001 à 20 000 = $10\,000 \times 20\% = 2\,000F$
 - De 20 001 à 30 000 = $10\,000 \times 30\% = 3\,000F$
- Total à payer : 6 000F
- D) Pour celui dont le revenu est de 40 000F, le calcul sera de :
- De 0 à 10 000 = $10\,000 \times 10\% = 1\,000F$
 - De 10 001 à 20 000 = $10\,000 \times 20\% = 2\,000F$
 - De 20 001 à 30 000 = $10\,000 \times 30\% = 3\,000F$
 - De 30 001 à 40 000 = $10\,000 \times 40\% = 4\,000F$
- Total à payer : 10 000F

Comme on peut le constater, la progressivité par tranche est beaucoup plus juste que la progressivité globale.

2.2. Liquidation proprement dite

La **liquidation** diffère selon qu'il s'agit des **impôts spontanés** (droit au comptant) ou des **impôts constatés** (droits émis).

Pour les **impôts spontanés**, la liquidation est faite lors du **dépôt de déclaration** par le redevable. En général, les droits spontanés font l'objet de la **retenue à la source**.

Pour les droits constatés, la liquidation est faite par les **agents du fisc** lors de la **constatation du fait générateur**, qui peut être soit le **défaut de déclaration** du redevable, soit une **fausse déclaration constatée** lors de l'exercice du contrôle fiscal ou par la découverte d'un contribuable non recensé.

2.3. Abattements, déductions et réductions

a. Abattements à la base de déduction

Les **abattements** à la base de déduction sont des **mécanismes fiscaux** en vue d'exonérer l'impôt, une partie de la matière imposable, considéré comme **vital**. Cela sous-entend, du moins en théorie, l'**exonération de la première tranche de revenus** de 524 160,00F dans l'impôt cédulaire sur les revenus, aux termes de l'ordonnance-loi n°13/008 du 23 février 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance-loi n°69/009 du février 2003 relative aux impôts cédulaires sur les revenus.

b. Réductions

Les **réductions** sont des méthodes de **personnalisation** qui diminuent le montant de la cotisation, en **valeur** » ou **pourcentage**, en raison des **charges de famille**. Le système fiscal congolais consacre ce **mécanisme** lorsqu'il stipule à l'article 1^{er} de l'ordonnance-loi ci-haut citée que la cotisation est **réduite** pour chacune des personnes à charges, avec un **minimum de 9 personnes**, de 2% de la fraction se rapportant à la partie du **revenu imposable**.

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect at various angles, creating a complex, abstract geometric pattern. A large, semi-transparent watermark in a dark brown color is oriented diagonally across the center of the image. The watermark text is in a bold, sans-serif font and reads "ARNO EDITIONS".

ARNO EDITIONS

TROISIÈME CHAPITRE

Recouvrement de l'impôt

Le **recouvrement** est l'ensemble des **opérations** qui ont pour but de faire passer l'**argent de l'impôt** des poches du contribuable dans les **coffres du trésor**.

On distingue, en matière de recouvrement de l'impôt, les **organes** chargés du recouvrement des **modalités** qu'ils emploient.

1

Organes de recouvrement

Actuellement, les impôts sont généralement **recouvrés par l'administration** : c'est le système dit « **de la régie** ». Mais, il y a eu le système de la **collecte** et celui de la **ferme** qui ont précédé la régie.

1.1. Système de la collecte

Ce système suppose que les contribuables élisent des **délégués** qui recouvrent l'impôt pour le compte du trésor : ce sont les **collecteurs**. Les **dangers** de ce système sont **évidents** : les collecteurs risquent d'être **partiaux** dans l'exercice de leur autorité vis-à-vis des contribuables de leur collectivité et auront tendance à **protéger ces derniers**. D'où le faible rendement, à moins qu'il ne s'agisse d'un **impôt de répartition**. En pratique, **répartition** et **collecte** sont souvent **liées**.

1.2. Système de la ferme

Il consiste dans un **accord** entre l'État et un particulier, en vertu duquel celui-ci verse à celui-là une **somme forfaitaire** qu'il récupère sur les **contribuables de la ferme**.

Ce système a de très graves **inconvénients**. D'une part, du point de vue du rendement, le trésor **perd toute la différence** entre la somme forfaitaire que lui versent les fermiers et celle qu'ils récupèrent sur les contribuables. D'autre part, les fermiers doivent **créer une immense administration** pour organiser le recouvrement. La ferme devient ainsi un **État** ; sa situation de **monopole** lui permet de dicter ses **conditions** au gouvernement, qui ne se trouve alors **plus libre** de ses ressources.

1.3. Système de la régie

La régie a été **généralisée** par la Révolution Française, qui a créé après quelques tâtonnements les **grandes administrations fiscales** : **impôts directs** et **impôts indirects** (DGI) et les **douanes** (DGDA). C'est le **système actuel** du recouvrement de l'impôt en République Démocratique du Congo.

2

Modalités de recouvrement

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce, p. 26 et suite.

Le principe en matière fiscale est que la dette fiscale est **portable** et **non quérable**. Cela signifie que le redevable de l'impôt a l'**obligation de se rendre au fisc** pour le paiement de l'impôt et non le contraire.

Le versement de l'impôt peut être effectué **directement par le contribuable** ou **indirectement par un tiers**.

2.1. Versement direct par le contribuable

Il consiste à ce que le contribuable réalise le **paiement de l'impôt** dû **personnellement** ou par un **mandataire** auprès du fisc. Ce mode de versement s'applique généralement aux **impôts directs**.

2.2. Versement par un tiers

Il consiste dans le fait qu'une personne autre que le contribuable verse l'**argent de l'impôt** entre les **maines du fisc** et le répercute sur le contribuable. Le système présente **plusieurs modalités**.

L'utilisation de la **répercussion** est la plus **répandue** et s'applique à la plupart des impôts indirects.

En matière d'impôt sur le revenu, le versement par un tiers a pris la forme de la « **retenue à la source** » : l'impôt est **défalqué** du revenu par celui qui le paie, avant le paiement. Le système a l'avantage de rendre l'impôt beaucoup **moins visible** pour le contribuable et supprime également toute **fraude**.

2.3. Timbre

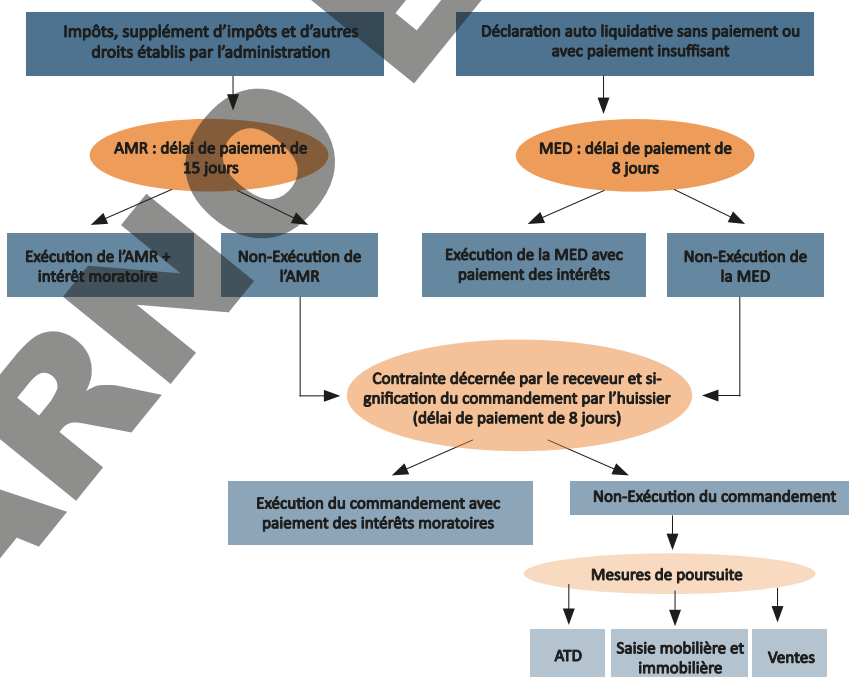
C'est un **procédé indirect d'encaissement**, qui consiste à obliger le contribuable à apposer sur l'objet soumis à l'impôt une **vignette** ou une **estampille** qu'il achète à l'administration. Le procédé est très employé pour l'**acquittement des taxes**, et est également utilisé pour le **paiement de certains impôts directs**, tel que l'impôt sur les véhicules.

3

Procédures de recouvrement

3.1. Circuit de recouvrement des impôts

Phase de recouvrement spontané



3.2. Recouvrement de droit commun ou spontané

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce, p. 26-34.

Du point de vue de droit commun, il convient de distinguer le **recouvrement par voie de déclaration auto-liquidative** et le **recouvrement par voie d'Avis de mise en Recouvrement (AMR)**.

Il importe par ailleurs de préciser que le **recouvrement par voie de rôle** subsiste dans certains services de l'**Administration fiscale** où les **nouvelles procédures** introduites par la loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales ne sont **pas encore d'application**.

a. Recouvrement par voie de déclaration auto-liquidative

Il consiste au **paiement de l'impôt** en même temps que le **dépôt de la déclaration**. Il s'applique notamment en matière d'impôt sur les **bénéfices** et **profits**, d'impôt sur les **revenus locatifs**, etc. L'impôt sur les bénéfices est acquitté par **voie d'acomptes provisionnels**.

Les **acomptes provisionnels** sont dus par les contribuables relevant de la **Direction des Grandes Entreprises (DGE)** et des **Centres des Impôts (CDI)**. Ils représentent chacun **40% de l'impôt déclaré** au titre de l'Administration des impôts et sont versés à l'aide d'un **bordereau de versement** avant le 1^{er} août pour le premier et avant le 1^{er} décembre pour le second. Le solde de cet impôt devant être versé au moment du **dépôt de la déclaration** y afférente.

En dehors des **acomptes provisionnels**, certains impôts sont recouverts par voie de **retenue à la source**. C'est le cas de l'**impôt professionnel sur les rémunérations**, de l'**impôt mobilier**, de l'**impôt sur les revenus locatifs** et de l'**impôt sur les chiffres d'affaires**.

L'**impôt professionnel sur les rémunérations** est à charge des **employés** et retenu à la source par les **employeurs**, qui ont l'obligation de le reverser au **compte du receveur** des impôts dans les dix jours qui suivent le mois au cours duquel les **rémunérations** ont été versées ou **mises à la disposition des bénéficiaires**.

L'**impôt mobilier** est retenu par les **personnes physiques ou morales** qui paient les revenus d'actions ou des parts quelconques, des **obligations**, des **redevances**, des **intérêts des capitaux empruntés**, etc.

La **retenue** ainsi opérée est à reverser au **compte du receveur** des impôts dans les dix jours qui suivent le mois au cours duquel les revenus ont été payés ou mis à la disposition des **bénéficiaires**.

L'**impôt sur les revenus locatifs**, dont le taux est fixé à **12%**, est dû annuellement par le **bailleur** sur le **loyer brut**. Il est acquitté par **voie de retenue à la source** opérée par le **locataire**, personne physique ou morale exerçant un commerce, au **taux de 10%** calculé sur le loyer versé. La **rete-**

nue sur les loyers est reversée dans les **dix jours du mois** qui suit celui du paiement de loyer, à l'aide d'un relevé conforme au **modèle fixé par l'Administration des impôts**.

Le **solde** de cet impôt est acquitté par le **bailleur** au plus tard le 1^{er} février de l'année qui suit celle de la **réalisation des revenus**.

b. Recouvrement par voie d'avis de mise en recouvrement

Il concerne les **impôts, suppléments d'impôts et autres droits** établis par l'Administration des impôts. Il faut entendre par là les impôts qui n'ont pas été payés dans les **délais légaux** ainsi que ceux établis lors d'un **contrôle fiscal** (redressement ou taxation d'office).

L'**Avis de Mise en Recouvrement** est un titre par lequel l'Administration des impôts rend **exigibles** les créances dues par le contribuable au titre d'impôt ou autres droits. Il est signé par le **receveur des impôts** compétent et doit comporter les **mentions** ci-après :

- l'**identification précise** du **redevable** et le **receveur de l'impôt** ;
- la **nature de l'impôt** ou **autres droits dus** ;
- la **base imposable** ;
- le **montant principal des droits mis à sa charge** ;
- le **montant des pénalités** ;
- le **délai de paiement**.

L'**Avis de Mise en Recouvrement** est employé au redevable sous plus recommandé avec **accusé de réception** ou remis en mains propres sous **bordereau de décharge**.

Les redevables sont tenus d'acquitter les montants dus, en **numéraire**, par **chèque** ou **virement bancaire** dans un délai de quinze jours à compter de la réception de l'Avis de Mise en Recouvrement.

c. Recouvrement par voie de rôle

Ce mode de recouvrement est appliqué **transitoirement** dans les services des impôts qui ne sont encore dotés de **structures** permettant l'**application des nouvelles procédures**.

Le rôle est un **acte administratif** qui fixe la **somme à payer** par chaque contribuable et l'oblige à la **verser au compte du receveur** des impôts. Il s'agit en effet d'une **liste des contribuables soumis à l'impôt**, comportant pour chacun d'eux la **base de l'impôt** et le **montant de l'impôt à payer**.

Le recouvrement par voie de rôle comporte **deux opérations** :

- 1** l'**établissement** et l'**homologation du rôle** par l'Administration fiscale ;
- 2** l'**envoi des avertissements extraits de rôle**.

Le **délai de paiement des impôts** varie entre **30 et 60 jours** à compter de l'envoi de l'**Avertissement Extrait de Rôle** (AER) en ce qui concerne les droits émis. Il correspond à la **date de la réception de l'AER** pour ce qui est des **droits spontanés**.

3.3. Recouvrement forcé

La **procédure du recouvrement forcé** est utilisée lorsque le contribuable n'a pas acquitté sa dette fiscale dans les **délais légaux**.

L'Administration des impôts enclenche alors des **poursuites**, précédées de quelques **actions**. Le trésor dispose d'un certain nombre de **garanties** en matière de **recouvrement d'impôts** et autres droits.

a. Actions préalables aux mesures de poursuites

Il s'agit de la **mise en demeure**, de la **contrainte** et du **commandement**. La mise en demeure concerne les impôts recouvrés par la **voie de la déclaration auto-liquidative** et intervient dans le cas de **déclaration sous paiement** ou de **déclaration avec paiement insuffisant**. Elle est adressée aux **redevables** pour les inviter à payer les impôts endéans **huit jours** à compter de sa réception.

Le **commandement** est le **document** par lequel l'**huissier** enjoint un contribuable qui n'a pas acquitté sa dette dans les **quinze jours** suivant la **réception de l'Avis de Mise en Recouvrement**, de le faire **endéans huit jours**.

Il est signifié au contribuable par l'**agent de l'Administration des impôts** muni d'une **commission d'huissier** signée par le **Ministère de Justice** et porteur de **contraintes** à la requête du **receveur des impôts**.

b. Mesures de poursuites

Elles visent les **contribuables** qui, malgré la mise en demeure, la **contrainte** et le **commandement**, ne s'acquittent pas de leurs **dettes fiscales**. Elles comprennent les **Avis à Tiers Détenteurs (ATD)**, les **saisies mobilières et immobilières** ainsi que les **ventes**.

1. Avis à Tiers Détenteurs (ATD)

Les **tiers détenteurs** sont les **personnes morales ou physiques dépositaires, détentrices ou débitrices** des **fonds** à l'égard des redevables des impôts. La procédure de l'ATD consiste en l'**obligation** faite à ces personnes de verser directement, sur ces fonds et sur simple demande du **Receveur des impôts**, le **montant des impôts** dus par le **redevable**.

Les personnes ainsi visées sont : les **fermiers, locataires**, les **receveurs**, les **agents**, les **économistes**, les **banquiers**, les **notaires**, les **avocats**, les **huissiers**, les **greffiers**, les **curateurs** ainsi que les **représentants et autres dépositaires et débiteurs des revenus, sommes, valeurs** affectées au privilège du Trésor Public. La demande du receveur des impôts est faite par **pli recommandé** avec accusé de réception ou remise en mains propres sous bordereau de décharge.

Saisies mobilières et immobilières

La **saisie des biens mobiliers et immobiliers** intervient après l'**expiration du délai** fixé dans le commandement.

Les **biens saisissables** font l'objet d'un **inventaire** par l'huissier qui dresse à cet effet un **procès-verbal de saisie** selon les formes prescrites par la loi.

Les **saisies mobilières et immobilières** peuvent être précédées de **mesures conservatoires administratives**.

2. Ventes

Les biens saisis font l'objet huit jours après la signification au contribuable du **procès-verbal de saisie**, d'une **vente par l'huissier** jusqu'à concurrence des sommes dues et des frais.

La **vente** peut connaître plusieurs **ajournements successifs** pour **défaut d'adjudicateur** ou si l'adjudication ne peut se faire qu'à **vil prix**.

Un **procès-verbal de non adjudication** est dans ce cas adressé. Les ventes des **biens immobiliers saisis** sont faites par le **notaire**. Les saisies conservatoires sont transformées en **saisies exécution** sur décision du responsable du **service opérationnel**.

Après versement au compte du trésor du produit de la vente en concurrence des impôts et frais dus, le **surplus** doit être tenu à la disposition du **redevable** pendant **deux ans**. À l'expiration de ce délai, ces fonds sont acquis au **trésor** s'ils ne sont pas réclamés.

Il convient de souligner que la **loi** permet au contribuable de bonne foi, en difficulté de trésorerie, de solliciter la **suspension de mesures de poursuites engagées** contre lui et d'obtenir l'**échelonnement du paiement de sa dette** de pénalités de retard. Ce **délai de paiement** peut excéder **six mois** et la suspension des poursuites peut être levée si le contribuable ne respecte pas les **engagements pris**.

Garantie du trésor

Par **garantie du trésor**, il faut entendre les **moyens** qui permettent à celui-ci de s'assurer de la **perception de ses droits**, au mieux de faire face aux **risques de non-paiement** des impôts par les redevables. Il s'agit du **privilège**, de l'**hypothèque** et de la **solvabilité**.

Privilège du trésor

Le **privilège du trésor** est une **sûreté** réelle spécifique destinée à garantir le **recouvrement de créances fiscales** (recouvrement des principaux impôts et taxes). Il concerne aussi bien le **recouvrement des impôts** que des **factures émises** par le gouvernement et des **autres droits et taxes** que des pénalités y afférentes.

Il importe de noter que si un redevable ne paie pas ses **dettes fiscales** (impôts et autres), le trésor peut exercer son **privilège** sur les biens meubles (matériel, mobilier, etc) de ce dernier, voire sur ceux de son **conjoint** ou de sa **conjointe**, afin de récupérer la **somme due**, et ce, avant que les autres créanciers n'obtiennent le **remboursement de leurs propres dettes**. Le privilège s'exerce pendant **deux ans** à compter de la date de la déclaration ou de l'émission de l'**Avis de Mise en Recouvrement**. Toutefois, en ce qui concerne les **biens saisis**, l'expiration de ce délai ne met pas fin au privilège. Ceci vaut également pour les **demandes du receveur** des impôts adressées aux **tiers détenteurs**.

Hypothèque du trésor

L'hypothèque est un **droit réel** dont est grève un **bien immobilier** au profit du **trésor** pour garantir le **paiement de ses créances**. Il concerne aussi bien le **recouvrement des impôts**, des **factures émises** par le gouvernement et des **autres droits** que des pénalités y afférentes. Il grève les **biens** tant du **mari** que de la **femme** dans la mesure où le recouvrement des impôts peut être **poursuivi** sur les biens appartenant à celle-ci en vertu de l'article 81 de la loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant **réforme des procédures fiscales**.

Le **trésor** peut **exercer** ce droit dès le moment où les droits deviennent **exigibles**, conformément à la loi sus-évoquée et au plus tard le **31 décembre** de l'année qui suit celle de l'**exigibilité des sommes dues**.

Solidarité

La **solidarité** est le droit de **poursuivre le recouvrement des droits** du trésor auprès de **tierces personnes**, compte tenu des **relations** qui les lient aux **redevables** si, pour une raison ou une autre, ceux-ci ne peuvent pas être **poursuivis eux-mêmes**. Ainsi, les personnes suivantes peuvent être **poursuivies** pour le **paiement des impôts** dus par les contribuables :

- le **liquidateur d'une société** en cas de **défaut de notification** de la décision de liquidation ou de dissolution à l'Administration des impôts ;
- le **bénéficiaire de services** en cas de **prestations d'assistance étrangère** ;
- les **représentants des sociétés étrangères** et les **redevables** qui n'ont pas de **domicile** ou de **résidence** au Congo, mais y possèdent un ou plusieurs **établissements** ;
- le **cessionnaire** en cas de **cession complète de l'ensemble des éléments d'actifs** des entreprises ou d'un secteur d'activité pouvant être considéré comme constituant une **exploitation autonome** ;
- l'**épouse** pour ses **biens meubles et immeubles**, à moins qu'elle prouve posséder ces biens **avant le mariage** ou que lesdits biens ou les fonds ayant servi à son **acquisition** proviennent de **succession de donation** par des personnes autres que son **mari** ou de ses **revenus personnels** ;

- le **cessionnaire d'immeuble** en cas où la transaction n'a pas été portée à la **connaissance de l'Administration fiscale**.

3. Pénalités fiscales

Les pénalités fiscales comprennent les **pénalités d'assiette ou majorations**, les **pénalités de recouvrement ou intérêts moratoires**, les **astreintes**, les **amendes administratives** et les **sanctions pénales**.

Pénalités d'assiette

Il s'agit de **pénalités** qui sanctionnent le **défaut des déclarations** au regard des **délais légaux**, les **déclarations inexactes, incomplètes ou fausses**.

Pénalités de recouvrement

Elles sanctionnent le **retard** dans le paiement des impôts et autres droits dus.

Amendes administratives

Ce sont des sanctions qui répriment le **non-respect des formalités comptables et fiscales** ainsi que le **mauvais comportement** du **contribuable**, du **redevable** ou de toute personne tendant à faire **perdre au Trésor Public les droits dus**, soit par le contribuable ou le redevable légal, soit par les tiers.

Astreinte

L'astreinte est une **sanction pécuniaire** frappant les personnes **mises en demeure** par pli recommandé avec accusé de réception ou remis en mains propres sous bordereau de décharge, pour n'avoir pas donné suite dans le **délai imparti** à une **demande de renseignement de l'Administration des impôts** dans le cadre du droit de communication.

Récidive

Le fait de commettre une **même infraction** déjà sanctionnée dans un **délai de deux ans** ou de **6 mois** en ce qui concerne respectivement les **impôts annuels** et les **autres impôts**.

ARNO EDITIONS

QUATRIÈME CHAPITRE

Systeme fiscal congolais

En général, un système fiscal est défini comme un **ensemble de lois et de règles qui régissent les différents impôts dans un pays**. C'est l'**ensemble des divers impôts** levés dans un pays.

Comme nous l'avons dit précédemment, le **système fiscal congolais**, comme beaucoup d'autres dans le monde, regroupe les impôts en **deux grandes catégories**, à savoir les **impôts directs** et les **impôts indirects**.

1 Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en **impôts réels** et **impôts cédulaires sur les revenus**.

1.1. Impôts réels

L'impôt réel est un impôt qui frappe les **biens** du fait de leur **existence** sans tenir compte de la personne du **contribuable**.

L'impôt réel comprend donc **trois impôts distincts** :

- 1 l'**impôt foncier**, ou impôt sur la **superficie des propriétés foncières** bâties et non bâties ;
- 2 l'**impôt sur le véhicule**, ou la **vignette** ;
- 3 l'**impôt sur la superficie des concessions minières et d'hydrocarbures**.

a. Impôt foncier

L'impôt foncier frappe la jouissance d'un **bien immobilier** ou sa **propriété**. C'est donc un impôt sur la **propriété immobilière** qui ne doit pas être confondu avec l'**impôt sur le revenu locatif**, qui est quant à lui assis sur le **revenu immobilier**.

1. Matières imposables et base de l'impôt

La matière imposable de cet impôt est le **bien immeuble**, par **nature** (le sol) ou par **incorporation au sol** (une construction) détenue par des **personnes physiques ou morales** en République Démocratique du Congo.

L'impôt foncier est donc assis sur les **propriétés foncières bâties** (les constructions) et les **propriétés foncières non bâties** (les parcelles de terre). Il sied de noter que l'expression « propriétés foncières » est **incorrecte**, selon la loi foncière qui stipule en son article 53 :

« le sol est la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'État »

L'État est donc l'**unique propriétaire foncier**.

Les personnes physiques ou morales ne peuvent avoir qu'un **droit réel de jouissance** sur le sol appartenant à l'État, appelé « **concession** » et ne sont **propriétaires** que des **constructions réalisées**.

2. Personnes imposables, exemptions et exonérations

Personnes imposables

L'impôt foncier est dû par les personnes physiques ou morales titulaires de **droit de propriété** ainsi que par des personnes occupant en vertu d'un **contrat de bail**, des biens immobiliers faisant partie soit du **domaine privé de l'État** soit du **patrimoine d'une circonscription administrative**.

Exemptions et exonérations

Exemption

Sont **exemptées** de l'impôt foncier :

- les **propriétés** appartenant :
 - à l'**État**, aux **provinces**, aux **villes**, aux **communes**, **circonscriptions administratives** ainsi qu'aux **offices** et **autres établissements publics** de droit congolais n'ayant d'autres ressources que celles provenant de **subventions budgétaires** ;
 - aux **institutions religieuses ou philanthropiques** ;
 - aux **associations sans but lucratif** ;

- aux **États étrangers** et affectés exclusivement à l'**usage des bureaux d'ambassades ou des consulats**, ou au **logement d'agent** ayant le statut d'**agent diplomatiques ou consulaires**. Cette exemption n'est consentie que sous **réserve de réciprocité** ;
- aux personnes physiques dont les **revenus nets imposables annuels** sont égaux ou inférieurs au plafond de la **huitième tranche de revenus** du barème d'imposition des personnes physiques.
- les immeubles affectés à l'**habitation principale** des personnes qu'au 1^{er} janvier de l'année d'imposition sont âgées de **plus de 55 ans** et les **veuves**, à condition :
 - qu'elles occupent ces **habitations principales**, soient **seules** soient avec des personnes considérées comme étant à **leur charge**, **descendants** ou **ascendants**, soit avec toutes autres personnes de **mêmes conditions d'âge ou de situation** ;
 - que leurs revenus imposables à l'impôt cédulaire sur les **revenus** soient égaux ou inférieur au plafond de la **huitième tranche du barème d'imposition** des personnes physiques ;
 - qu'elles souscrivent une **déclaration** énonçant tous les **éléments imposables exemptés**.

Exonérations

L'impôt foncier n'est pas établi sur les **terrains** et les **propriétés bâties** qu'un propriétaire, ne poursuivant aucun **but de lucre**, aura affecté :

- à l'exercice du **culte public**, à l'**enseignement**, à la **recherche scientifique**, à l'installation des **hôpitaux**, des **hospices**, des **cliniques**, des **dispensaires**,...
- à l'activité normale des **chambres de commerce** ;
- à l'activité sociale des **sociétés mutualistes**.

Des **exonérations de l'impôt foncier** peuvent être accordées en vertu des dispositions du **Code des investissements** ou par des **conventions spéciales**.

3. Taux de l'impôt

Les taux de l'impôt foncier sont fixés en fonction du **rang de localité**.

Classements de localités

Conformément à la loi, c'est le **Ministère des finances** qui détermine par **arrêté**, en fonction de l'**évolution socio-économique**, les différentes localités.

Ainsi, l'arrêté ministériel n°019/CAB/MIN/FIN/97 du 08 octobre 1997 a complété et modifié le dernier classement des localités fixé par l'arrêté départemental n°049/CAB/MIN/FIN/87 du 28 octobre 1987 comme suit :

| 1 ^{er} rang | 2 ^{ème} rang | 3 ^{ème} rang | 4 ^{ème} rang |
|---|--|---|---|
| Ville de Kinshasa | | | Toutes les localités ou parties de localités non repris ailleurs. |
| <p>Commune de la Gombe : tous les quartiers</p> <p>Commune de Limeté : tous les quartiers, à l'exclusion des quartiers Mombele, Musoso, Salongo et Kingabwa village ;</p> <p>Commune de Ngaliema : les quartiers Ma campagne, UPN, Pigeon, Mont-Fleury, Avenue des écuries, Mapenza, Baramoto, Chanic et environs ;</p> <p>Commune de Barumbu : quartier Bon marché (de l'avenue de l'aérodrome jusqu'au point Bitshaku Tshaku) ;</p> <p>Commune de Lemba : quartier Gomble (Righini)</p> | <p>Commune de Matete : quartier Marais ;</p> <p>Commune de Lingwala : quartier Boyata, quartier Golf ;</p> <p>Commune de Lemba : Camp Riche, Cité Salongo ;</p> <p>Commune de Limeté : Quartier Salongo ;</p> <p>Commune de Sélémbao : Cité-verte, quartier Ngafani 1 (500m de la grande route à partir de l'avenue de l'école, jonction avec l'avenue Lilas), quartier Ngafani 2 (500m de la grande route à partir de Fwakin jusqu'à l'entrée habitat) et quartier Ngafani 3 (500m de la grande route à partir de l'habitat jusqu'au début Cité-vert ;</p> <p>Commune de Mont-Ngafula : Cité Mama Mobutu, quartier Yemo (1,50Km de la grande route depuis le triangle jusqu'au domaine Liyolo), quartier Munongo (300m de la grande route), quartier Masanga Mbila (1,50Km de la grande route depuis Domaine liyolo jusqu'à l'avenue des écologistes) ;</p> <p>Commune de Kintambo : quartier Jamaïque et Centre Commercial</p> | <p>Commune de Kalamu : tous les quartiers ;</p> <p>Commune de Kasa-Vubu : tous les quartiers ;</p> <p>Commune de Limete : quartier Musoso ;</p> <p>Commune de Kitambo : tous les quartiers, à l'exception de ceux repris aux 1^{er} et 2^{ème} rang et de Camp LUKA ;</p> <p>Commune de Lemba : tous les quartiers, à l'exception des quartiers Gombele, Camp Riche et Salongo ;</p> <p>Commune de Bandalungwa : tous les quartiers</p> <p>Commune de Kinshasa : tous les quartiers ;</p> <p>Commune de Barumbu : tous les quartiers, à l'exception du quartier Bon marché ;</p> <p>Commune de Matete : tous les quartiers, à l'exception du quartier des Marais ;</p> <p>Commune de Lingwala : tous les quartiers, à l'exception des quartiers Boyata et Golf ;</p> <p>Commune de Ngiri-Ngiri : tous les quartiers ;</p> <p>Commune de Masina : quartier sans fil ;</p> <p>Commune de Mont-Ngafula : tous les quartiers à l'exception des quartiers Mama Yemo et Cité Mama Mobutu.</p> | |

| Autres provinces | | |
|---|--|---|
| <i>Bas-Congo</i> | <i>Bas-Congo</i> | <i>Bas-Congo</i> |
| Matadi, quartier Soyo (villehaute), centre commercial (ville basse) | Matadi : commune de Matadi | Muanda (1Km à partir du littoral), Mbanza-Ngungu, Inkisi, Boma (Commune de Nzadi) |
| <i>Katanga</i> | <i>Province-Oriental</i> | <i>Sud-Kivu</i> |
| Lubumbashi (commune de Lubumbashi) | Bunia (centre commercial), Isiro (quartier raquette) | Uvira (quartier Mulongwe), Bukavu (commune Bagira et Kadutu) |

| | | |
|--|--|---|
| Sud-Kivu | Nord-Kivu | Nord-Kivu |
| Bukavu : commune d'Ibanda | Goma, Butembo (centre commercial, quartier MGL), Beni (centre commercial), quartier Boeken | Goma (quartier Katindo gauche) |
| Nord-Kivu | Equateur | Maniema |
| Goma : centre commercial et résidentiel, quartier Himbi | Gbadolie (centre commercial), Mbandaka (centre ville) | Kindu (centre-ville), Kalima (cité kalima) |
| Kasaï-Oriental | Katanga | |
| Mbuji-Mayi : quartier Miba | Lubumbashi : commune de Kapemba, Likasi (centre-ville), Kolwezi (centre ville) | Ville de Kimpushi, Kamina, ville de Kalemie et Lubumbashi |
| Province-Oriental | Bandundu | |
| Kisangani (Commune Makiso, quartier industriel Tshopo, quartier Mangobo) | Kikwit (commune de Kikwit), Plateau et ville basse | Ville de Bandundu (quartier Salongo), Kikwit (à l'exception de la ville basse et du plateau) |
| Kasaï-Oriental | | |
| | Kananga : quartier Kananga 2, quartier industriel, centre-ville. | Mbuji-Mayi (nouvelle ville et commune de Bijamba (à l'exception du quartier Miba), Mwene-Ditu (centre-ville), Lusambo, Ngandajika, Kabinda et Lodja |
| Kasaï-Occidental | | |
| | | Kananga (quartier Biancoe), Ilebo et Tshikapa |
| Équateur | | |
| | | Bumba (centre commercial), Boende (centre commercial) et Mbandaka (à l'exception du centre-ville) |
| Province Orientale | | |
| | | Bunia (quartier de Nyakasanga), quartier Yabiyaya et quartier Mujipela |
| Aéroports internationaux et ports-maritimes | Ports fluviaux de Kinshasa et de Kisangani | Autres ports et aéroports aménagés en matériaux durables |

Taux de l'impôt foncier

Impôt foncier des villas

Pour les **villas**, l'impôt est calculé sur la **superficie bâtie**. Les taux sont fixés en **Ff** par **mètre** carré de la manière suivante :

| | |
|---|-----------------------|
| Dans les localités dites de 1 ^{er} rang | 1,50Ff/m ² |
| Dans les localités dites de 2 ^{ème} rang | 1Ff/m ² |
| Dans les localités dites de 3 ^{ème} rang | 0,50Ff/m ² |
| Dans les localités dites de 4 ^{ème} rang | 0,30Ff/m ² |

Ff : Franc fiscal

Impôt foncier des autres constructions et terrains

Il est fixé **forfaitairement** sans tenir compte de la **superficie** en fonction des éléments suivants :

- le **rang de localité** ;
- le fait que le bien soit situé à **Kinshasa** ou à **l'intérieur du pays** ;
- le **propriétaire** : personne physique ou morale.

Les **taux** sont fixés de la manière suivante :

Propriétés bâties

| | 1 ^{ère} rang | 2 ^{ème} rang | 3 ^{ème} rang | 4 ^{ème} rang |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Par étage des immeubles appartenant aux personnes morales | 75Ff | 37,50Ff | 30Ff | 22,50Ff |
| Par étage des immeubles appartenant aux personnes physiques situés à Kinshasa | 37,5Ff | 22,50Ff | 11Ff | 7,50Ff |
| Par étage des immeubles appartenant aux personnes physiques et situés à l'intérieur du pays | 30Ff | 19Ff | 7,50Ff | 4,00Ff |
| Appartement | 75Ff | 37,50Ff | 18,75Ff | 11,00Ff |
| Autres immeubles | 11Ff | 7,50Ff | 7,50Ff | 1,50Ff |

Propriétés non bâties (terrains)

| | 1 ^{ère} rang | 2 ^{ème} rang | 3 ^{ème} rang | 4 ^{ème} rang |
|-----------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Kinshasa | 30Ff | 7,50Ff | 3Ff | 1,50Ff |
| Intérieur | | 4,50Ff | 2Ff | |

Il est important de signaler que le **redevable de l'impôt foncier** est tenu de **souscrire** chaque année une **déclaration** au plus tard le **1^{er} février**.

Toutefois, sauf notification contraire du redevable avant le 1^{er} janvier de l'exercice, la **déclaration** récente est valable pour les **années suivantes**. L'impôt est payé au moment du **dépôt de la déclaration**.

b. Impôt sur les véhicules

L'impôt sur les véhicules est un impôt différent de la **taxe spéciale de circulation routière** qui est un **droit de péage** dû par les **propriétaires** des véhicules admis à circuler sur le **territoire congolais**.

L'impôt sur le véhicule donne lieu à l'apposition d'un **timbre fiscal** sur le véhicule, appelé « **vignette** ». La **vignette** ou le **signe distinctif** doit être fixé sur le véhicule d'une manière **permanente** à l'abri des **intempéries**, à un endroit de l'extérieur facilement accessible.

1. Matières et personnes imposables

L'impôt sur les véhicules frappe tous les **véhicules à moteur** sous réserve de certaines **exceptions**. Le terme **véhicule** est utilisé ici dans le sens le plus large puisqu'il ne désigne pas uniquement le **véhicule automobile** mais aussi tout autre **moyen de transport par terre et par eau**, et ce quel que soit le **mode de propulsion** utilisé en RDC. L'impôt sur les véhicules est dû par les personnes physiques ou morales qui utilisent les véhicules. On ne tient donc pas compte de la notion de **propriété** mais plutôt celle de **utilisation**.

2. Véhicules exonérés

Sont notamment **exonérés** :

- les véhicules appartenant à l'**État**, aux **provinces**, aux **villes**, aux **circonscriptions administratives** ainsi qu'aux **offices** et autres **établissements publics** du droit congolais n'ayant d'autres **ressources** que celles provenant de **subventions budgétaires** ;
- les véhicules appartenant aux **institutions**, **associations** et **établissements religieux, scientifique ou philanthropique** ;
- les véhicules appartenant aux **États étrangers** et affectés exclusivement à l'**usage d'agent diplomatique**, ainsi que ceux appartenant aux **organismes internationaux** ;
- les véhicules à **deux roues** dont le cylindre n'excède pas **50cm³** ;
- les **engins spéciaux** : machine-outil, auto-ambulance, machine agricole, corbillards, véhicule pour incendie, véhicule de transport dans l'enceinte d'une gare d'un port ou aéroport.

3. Base et taux d'imposition

La **base d'imposition** est représentée par **catégorie**, le **poids** ou la **puissance du véhicule**. Ainsi l'arrêté ministériel n°081 du 26 février 2002, modifiant certaines **dispositions** en matière d'impôt réel dans son article 2, fixe les **taux de l'impôt** sur les véhicules comme suit :

| | |
|--|-------|
| Motocycles | 5Ff |
| ▪ Véhicules automobiles utilitaires | |
| De moins de 2 500Kg soit 2,5T | 9Ff |
| De 2 500Kg à 10 000Kg soit 2,5T à 10T | 14Ff |
| De plus de 10 000Kg soit 10T | 17Ff |
| ▪ Véhicules de tourisme | |
| Appartenant aux personnes physiques | |
| De 1 à 10 chevaux-vapeur | 14Ff |
| De 11 à 15 CV | 17 Ff |
| De plus de 15CV | 21Ff |
| Appartenant aux personnes morales | |
| De 1 à 10CV | 23Ff |
| De 11 à 15CV | 29Ff |
| De plus de 15CV | 44Ff |

- **Véhicules tracteurs** : **imposables**, selon le cas, aux taux prévus sous les literas B ou C ci-dessus.
- **Bateaux et embarcations à propulsion mécanique** servant exclusivement ou accessoirement au **transport de personnes** : 6Ff par CV ;
- **Bateaux et embarcations à propulsion mécanique** servant exclusivement ou accessoirement au **transport de marchandises** au remorquage ou au touage : 4Ff par CV ;
- **Baleinières, barges et autres embarcations remorquées** : 9Ff par m³ de jauge nette indiquée au certificat de jaugeage ;
- **Bateaux et embarcation de plaisance à propulsion mécanique** : 6Ff par CV.

En cas de **perte** ou de la **détérioration** de la **vignette fiscale**, elle sera obtenue contre paiement d'une somme égale à **50% de la valeur du signe distinctif fiscal**.

4. Mode de recouvrement et moment de paiement

Le recouvrement se fait par **déclaration** et **rôle**. Le redevable de cet impôt souscrit une **déclaration par véhicule** préalablement à sa **mise en usage**, en contrepartie de quoi il lui est remis un

certificat d'immatriculation, lui permettant de payer l'**impôt sur les véhicules** ainsi que la **TSCR**, et la **vignette** est apposé sur la pare-brise avant du véhicule.

Ainsi, le **paiement de l'impôt sur les véhicules** s'effectue :

- avant la **mise en circulation ou en usage** d'un **véhicule neuf** ;
- avant le **1^{er} avril** de chaque année pour les **autres véhicules**.

5. Taxe spéciale de circulation routière (TSCR)

Un **droit de péage** a été institué en RDC depuis le **15 juillet 1988**. Bien qu'on l'appelle **taxe**, ce droit est en fait un **dépôt**. Il s'agit en effet d'un **impôt sans contrepartie** à laquelle sont assujettis les **véhicules** qui roulent sur les **postes non aménagés par l'État**.

Sont imposés à la **TSCR** les véhicules admis à circuler sur le **réseau routier public**, quelle que soit la qualité du propriétaire. Le **redevable** est le **propriétaire** de véhicule.

Sont **exemptés** :

- les **véhicules** appartenant aux personnes visées en matière d'**exonération de l'impôt sur les véhicules** ;
- les **sociétés** bénéficiaires d'une **convention particulière** dans le cadre du **code des investissements**.

Taux de la TSCR

| | |
|--|------|
| Motocycles | 6Ff |
| ▪ Véhicules automobiles utilitaires | |
| De moins de 2 500Kg soit 2,5T | 20Ff |
| De 2 500Kg à 10 000Kg soit 2,5T à 10T | 25Ff |
| De plus de 10 000Kg soit 10T | 45Ff |
| ▪ Véhicules de tourisme | |
| Appartenant aux personnes physiques | |
| De 1 à 10 chevaux-vapeur | 6Ff |
| De 11 à 15 CV | 11Ff |
| De plus de 15CV | 12Ff |
| Appartenant aux personnes morales | |
| De 1 à 10CV | 12Ff |
| De 11à15CV | 25Ff |
| De plus de 15CV | 37Ff |

Ces deux impôts sont **matérialisés** par une **vignette**, dont le prix varie entre 5Ff et 44Ff par CV en ce qui concerne l'**impôt sur le véhicule** et entre 6Ff et 45Ff pour la **TSCR**. Cette dernière est due au même moment que l'**impôt réel sur les véhicules**.

Retenons cependant qu'avec cet impôt, les **entreprises de transport public** supportent la **moitié du taux de la taxe** pour les véhicules affectés au **transport public des personnes**.

Les **autobus, grues et remorques** sont assimilés aux **véhicules utilitaires de plus de 10 000kg**.

c. Impôt sur la superficie de concessions minières et d'hydrocarbure (ISCMH)

Lorsqu'une entreprise installée en République Démocratique du Congo s'occupe de la **recherche** et de l'**exploitation des minerais et d'hydrocarbures**, elle doit payer à l'État Congolais l'impôt sur la **superficie de concessions** minières et d'hydrocarbures.

Le **droit à l'exploitation et à la recherche** que détient l'entreprise privée s'obtient en vertu d'une **convention signée** entre elle et l'État Congolais, convention par laquelle ce dernier lui accorde le **droit d'effectuer la recherche et l'exploitation** sur le **terrain** concédé à cette fin dans l'acte de concession.

1. Matières imposables et fait générateur

Le **terrain concédé** par la République Démocratique du Congo aux **entreprises privées** pour permettre la **recherche ou l'exploitation des minerais et des hydrocarbures** constituent l'élément sur lequel est assis l'**impôt sur la superficie de concessions** minières et d'hydrocarbures.

L'**acte matériel** d'exploitation ou de recherche en est le **fait générateur**.

2. Base et taux d'imposition

L'**impôt sur la superficie de concessions minières et d'hydrocarbures** est établi sur base de la superficie d'un **terrain concédé**.

L'arrêté ministériel n°039/CAB/MIN/FIN/98, dans ce domaine de la loi, a revu et indexé les **taux de l'impôt** sur les superficies des concessions minières et d'hydrocarbures comme suit :

- l'équivalence en F de 0,04\$ par **hectare de concession** ayant pour objet l'**exploitation des mines et hydrocarbures** ;
- l'équivalence en F de 0,02\$ par **hectare de concession** ayant pour objet le **droit de recherche** à titre **exclusif** une ou plusieurs **substances minérales ou des hydrocarbures**.

On se limite à l'**unité**. En cas de recherche, ce taux augmente de **50%** pour la **2^{ème} année**, de **75%** pour la **3^{ème} année**, et de **100%** à partir de la **4^{ème} année**. L'objectif poursuivi est de ne pas faire **perdurer les concessions** ayant pour objet la **recherche**.

Ce texte privilégie plutôt les **concessions d'exploitation des mines ou d'hydrocarbures**.

3. Personnes imposables

L'impôt sur la superficie de la concession minière et d'hydrocarbure est dû par tout titulaire d'une concession de recherche ou d'exploitation. La concession est due pour l'année entière si les éléments existent, dès le mois de janvier.

1.2. Impôts cédulaires sur les revenus

Du point de vue fiscal et d'après la doctrine, le **revenu** est généralement considéré comme étant :

« la richesse nouvelle du contribuable que lui procure chaque année ses biens ou son travail ».

Source : NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce, p. 51.

D'une façon plus explicite, nous pouvons dire que les revenus d'un individu sont constitués des **ressources diverses** qu'il tire de son **travail** (salaire, traitement,...) ou de son **capital mobilier ou immobilier** (loyer, dividende, intérêt,...) ou **simultanément** de son travail et de son capital, c'est-à-dire des **revenus mixtes** (bénéfices, profits).

Il s'agit en principe des **ressources périodiques et régulières** à l'exclusion des **moyens financiers sporadiques**, comme des **gains exceptionnels de fortunes** (exemple : une loterie) qui en principe ne sont pas considérés comme des **revenus** du point de vue fiscal.

Les revenus sont repartis en **revenus professionnels**, provenant de la réalisation d'une **activité professionnelle** (travail, prestation de service, commerce,...) et en **revenus non professionnels**, qui sont les fruits des **capitaux mobiliers ou immobiliers**.

Le système fiscal congolais organise **trois impôts cédulaires sur le revenu** :

- l'**impôt sur le revenu locatif** (IRL) ;
- l'**impôt sur les revenus mobiliers ou impôt mobilier** (IM) ;
- l'**impôt sur les revenus professionnels** (IPR).

a. Impôt sur le revenu locatif (IRL)

1. Revenus imposables

Sont imposables les revenus provenant de la **location de bâtiments et de terrains** situés en RDC, quel que soit le **pays du domicile** ou de la **résidence** des bénéficiaires. Sont assimilées à des revenus de location les **indemnités de logement** accordées à des **rémunérés** occupant leur propre habitation ou celle de leur épouse.

L'IRL frappe également le profit de la **sous-location totale ou partielle** ainsi que les loyers des **meubles**, des **matériels**, de l'**outillage du cheptel** et de tous les **objets** quelconques situés dans les **mêmes propriétés** en vertu de la **théorie de l'accessoire**.

Éléments constitutifs du revenu locatif imposable

Le **revenu locatif** comprend :

- le **loyer** proprement dit. C'est le loyer effectivement **encaissé**, y compris celui de **meubles** éventuellement **rattachés à la propriété** ;
- les **impôts et taxes** de toutes natures payés par le **locataire**, à la décharge du **bailleur** et **non remboursables**. Par exemple, si le locataire paie l'IF, il sera considéré comme un **élément** du revenu locatif, étant donné que cet impôt est normalement à la **charge du bailleur** ;
- les **charges** autres que les réparations locatives supportées par le **locataire** pour le **compte du bailleur**, même si elles résultent des **conditions** mises par le bailleur à la location de sa propriété. Il s'agit généralement de **grosses réparations** au sens du droit civil ;
- les **indemnités de réquisition**. Lorsqu'un immeuble est **réquisitionné** par les pouvoirs publics moyennant **paiement d'une indemnité**, celle-ci peut être considérée comme un **revenu locatif** ou non.

Éléments non imposables de la location

Certains paiements effectués lors de la location échappent à l'IRL sont **non imposables** de la location. C'est le cas notamment de :

- la **garantie locative** : La garantie locative n'est pas un revenu locatif et ne peut donc être retenue comme loyer que lorsqu'à la suite d'un **accord** intervenu entre le **bailleur** et son **locataire**, elle perd son caractère initial de **garantie**.
- l'**indemnité de relocation** : Il s'agit de l'indemnité payée par le locataire du chef de la **rupture de bail**. Elle trouve sa source dans la **rupture du contrat**, dans le **préjudice** causé au bailleur et se rattache donc à la notion des **dommages et intérêts**. Mais malheureusement, dans la pratique, il arrive qu'elle soit **imposée à tort**.
- la **location « service compris »** : Il s'agit d'une location accompagnée de prestations pérennantes d'**entretien domestique** fournies par le bailleur. Ce dernier sera tenu de s'acquitter non pas de l'IRL, mais soumise au **régime similaire à celui de l'exploitation**.

Assiette de l'IRL

L'IRL repose sur :

- le **revenu brut des bâtiments et terrains donnés en location** ;
- le **profit brut de la sous-location** totale ou partielle des mêmes propriétés. Ceci a pour conséquence la **suppression de charges forfaitairement de 30%**.

2. Redevables, taux et exemptions

Redevables

Dans la perception de l'IRL il y a lieu de distinguer les **redevables légaux** des **redevables réels**.

Redevables légaux

Ce sont ceux qui sont désignés par le **législateur** comme devant **payer l'impôt**, même s'ils n'en supportent pas la **charge**. En cas d'**espèce** ils retiennent une partie de l'impôt sur les loyers soit **10%**.

L'obligation d'effectuer des **retenus à la source** est imposée à tout **locataire** ou **sous-locataire**, personne morale ou physique qui doit effectuer autant de **retenues** qu'il y a de **paiements de loyers** au bénéfice du bailleur.

Notons toutefois que la **retenue à la source** ne doit pas être effectuée lorsque le bailleur est **exempté de l'IRL**.

Redevables réels

Ce sont ceux qui doivent effectivement **supporter l'IRL**. Il s'agit des **bénéficiaires** des loyers et des profits de la sous-location.

Ces **contribuables** sont tenus d'inclure dans leurs déclarations annuelles de revenus locatifs le **montant brut des loyers**, qui comporte d'une part le **montant des loyers** réellement encaissé, et d'autre part le **montant retenu à la source** opéré par le locataire ou sous-locataire. En fait, ils seront **débiteurs** de la partie de l'impôt non encore acquittée.

Taux de l'IRL

Le taux de l'IRL est de **12% du revenu locatif brut**.

Exemptions

Sont **exemptés** de l'impôt :

- l'**État**, les **provinces**, les **villes**, les **communes** urbaines et rurales, ainsi que les **offices** et autres **établissements publics** de droit congolais n'ayant d'autres ressources que celles provenant de **subventions budgétaires** ou qui assurent, sous la garantie de l'État, la **gestion d'assurances sociales** ;
- les **institutions religieuses, scientifiques ou philanthropiques** ;

- les **associations privées** ayant pour but de s'occuper d'œuvre religieuses, scientifiques ou philanthropiques qui ont une **personne civile** ;
- les **établissements d'utilité publique** ;
- les **associations privées** ayant pour but de s'occuper d'œuvres religieuses, scientifiques ou philanthropiques qui ont reçu la **personnalité civile** en vertu de **décrets spéciaux** ;
- les **organismes internationaux** ;
- les **immeubles nouvellement construits**, à partir du **1^{er} janvier 1968** dans les provinces orientale et de Kivu, jusqu'au **31 décembre** de la cinquième année qui suit celle de l'**achèvement de la construction**.

Défaut ou retard de paiement

Le **défaut** ou **retard** dans le paiement ou dans le dépôt des relevés, ainsi que l'**insuffisance de paiement** de la retenue due seront sanctionnés par une **amende** à charge du **débiteur des loyers**, dont les taux sont fixés comme suit :

- **25%** de la **retenue à la source** en cas de **défaut de relevé** ;
- **35%** de la **retenue** en cas de **non-paiement et défaut de relevé** ;
- **30%** de la **retenue** en cas de **paiement de dépôt tardif de relevé** ;
- **20%** du **montant non versé** en cas d'**insuffisance de paiement**.

3. Application

Madame Hornella PROMISUNGU, locataire, paie à M. MBUKU, bailleur, 50 000F à titre de loyer mensuel. Flore SITA occupe la maison depuis le mois de janvier 2013. Calculez l'impôt annuel (IRL) que M. MBUKU va payer au fisc.

Solution

*IRL = Revenu brut annuel * 12%*

*Revenu brut/annuel = 50 000 * 12 mois = 600 000F*

*IRL = 600 000 * 0,12 = 72 000F*

*A la fin de chaque mois la locataire Flore SITA doit verser dans le compte du trésor public 50 000F, c'est-à-dire 50 000 * 0,10 = 5 000F.*

*Chaque mois, elle donnera à M. MBUKU 45 000F et remplira une déclaration en lieu et place de son bailleur, pour un montant de 5 000 F, qu'elle versera dans le compte du trésor public. A la fin de l'année, Madame Flore SITA aura versé 5 000 * 12 = 60 000F (10% de 50 000F). Reste 12 000F (2% de 50 000) que doit payer M. MBUKU.*

b. Impôts mobiliers ou impôt sur les revenus des capitaux mobiliers

1. Matière imposable

Il s'agit des **revenus**, c'est-à-dire les **dividendes** et les **intérêts** de tous les **capitaux mobiliers**. On appelle capitaux mobiliers, les **actions**, les **obligations**, les **capitaux prêtés**, etc.

2. Base imposable

La base imposable de l'IM est le **montant brut des revenus distribués**.

3. Taux de l'IM

Le taux d'imposition est de **20%**.

4. Modalités de paiement et déclaration

L'**exigibilité de l'IM** intervient soit lors du **paiement des revenus**, soit lors de sa **mise à disposition** au bénéficiaire. Les **personnes débitrices** des revenus imposables à l'IM ont l'obligation de **retenir à la source l'impôt et le verser**, appuyé d'une **déclaration**, dans les **15 jours** qui suivent le mois au cours duquel les revenus ont été payés ou mis à la disposition des bénéficiaires.

En ce qui concerne l'IM payé par les **sociétés étrangères** sur les distributions effectuées par elles, celui-ci est payé lors du **dépôt de la déclaration** correspondante au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit celle de la **réalisation des revenus**. Le **défaut de déclaration** et **paiement de l'IM** est sanctionné par des **pénalités** allant de **20% à 100%** et par un **intérêt de retard de 10%** par mois de retard constaté.

5. Redevables

Les **entreprises** qui doivent retenir à la source le **montant de l'impôt mobilier** sur les **revenus mobiliers** avant de les distribuer aux bénéficiaires en sont les **redevables réels**.

6. Application

L'entreprise The Wise SARL a quatre actionnaires qui sont MAMENGI, MALU, MBUKU et KIKOMBA. Lors de partage des bénéfices de l'exercice comptable annuel, les différents actionnaires obtiennent en USD respectivement : 29 668, 36 836, 44 502 et 51 919.

Travail demandé : calculer l'impôt mobilier que doit verser l'entreprise The Wise SARL, pour le compte de ses actionnaires.

Application numérique

- Le taux de l'IM est de 20% ;
- La base imposable est constituée des revenus bruts des actionnaires.

D'où, l'IM à payer égal à :

- 1) MAMENGI $29\,668 \times 0,20 = 5\,933,60$
- 2) MALU $36\,836 \times 0,20 = 7\,367,20$
- 3) MBUKU $44\,502 \times 0,20 = 8\,900,40$
- 4) KIKOMBA $51\,919 \times 0,20 = 10\,383,80$

Total = $5\,933,60 + 7\,367,20 + 8\,900,40 + 10\,383,80 = 32\,585,00$

c. Impôt professionnel

L'impôt sur les revenus professionnels est de trois sortes :

- 1 l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR), qui frappe les revenus de **personnes physiques** ;
- 2 l'impôt sur les bénéfices et profits (IBP), qui frappe les revenus de **personnes morales** ;
- 3 l'impôt exceptionnel sur les rémunérations des expatriés (IERE).

1. Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR)

Matières imposables

Les matières imposables sont les **rémunérations** de toutes les personnes rétribuées par les **tiers**, c'est-à-dire les **salaires**, les **appointements**, les **traitements**, les **émoluments**, les **primes**, les **indemnités** qui ne représentent pas le remboursement de dépenses professionnelles effectives, les **gratifications**, toutes autres **rétributions** fixes ou variables quelles que soient leur qualification, ainsi que les **sommes** payées par l'employeur par suite de **cessation de travail** ou de **rupture de contrat d'emploi**.

En ce qui concerne les **salariés expatriés**, l'assiette imposable à l'IPR ne peut être inférieure au **salaire minimum interprofessionnel garanti** appliqué dans leur pays d'origine. Sont ajoutés aux rémunérations les **avantages** en nature autres que le logement, le transport et les frais médicaux. Ils sont **imposables** pour leur valeur réelle.

Les **vivres** comme avantages en nature sont **imposables** à condition qu'ils soient **octroyés gratuitement**.

Ne rentre pas dans l'assiette imposable à l'IPR :

- les **indemnités** ou **allocations familiales** accordées aux salariés, dans la mesure où elles ne dépassent pas les **taux légaux** ;
- les **pensions** versées au titre de la **vieillesse**, de l'**invalidité** ou du **décès**, de même que les **pensions alimentaires** ;
- les **indemnités et avantages en nature** relatifs au **logement**, au **transport** et aux **frais médicaux**, sous réserve que :
 - l'**indemnité de logement** soit inférieure ou égale à **30% du salaire taxable** ;
 - l'**indemnité journalière de transport** soit égale au coût du **billet pratiqué localement** avec un maximum de **4 courses de taxi** pour les **cadres** et **4 courses de bus** pour les autres **membres du personnel**, et dans la mesure où la **nécessité** et la **réalité** du transport est **démontrée** ;
 - les **frais médicaux** ne revêtent pas un **caractère exagéré**.

Sont **déductibles** de l'assiette imposable à l'IPR :

- les **versements** réellement effectués à la **caisse de pension officielle** (CNSS) ;
- les **frais médicaux** engagés par le **redevable** pour lui et sa famille.

Base imposable

Les **éléments constitutifs** de la base imposable de l'IPR sont :

- le **salaire de base** ;
- les **heures supplémentaires** ;
- les **primes** ;
- les **avantages** en nature ;
- l'**indemnité de transport extralégale** ;
- l'**indemnité de logement extralégale** ;
- les **allocations familiales extralégales** ;
- le **congé payé** ;
- la **gratification** ;
- etc.

Taux

Le taux de l'IPR est **progressif par tranche**.

Redevables

- **Réels** : les **bénéficiaires** des **rémunérations** ;
- **Légaux** : les **employeurs**.

L'IPR se calcule sur base d'un **barème** mis en place par l'**administration fiscale**.

Barème progressif par tranche de revenus (barème mensuel : lois des finances n°19/005 du 31/12/2019, en CDF) :

| Tranche de revenus | Taux |
|----------------------------|------|
| De 0,00 à 162 000 F | 3% |
| De 162 001 à 1 800 000,00F | 15% |
| De 1 800 001 à 3 600 000F | 30% |
| De 3 600 001 à plus | 40% |

Usage du barème : comment utilise-t-on le barème ?

- détermination de l'**impôt de la tranche** en appliquant le taux correspondant à la **différence de deux bornes de l'intervalle** ;
- détermination du **cumul de la tranche** par ajout à l'**impôt de la tranche immédiatement inférieure** :

| Tranche de revenus | Impôt de la tranche | Cumul mensuel |
|----------------------------|---|---------------|
| De 0,00 à 162 000 F | $(162\,000 \times 0,03 = 4\,860,00)$ | 4 860,00F |
| De 162 001 à 1 800 000,00F | $(1\,800\,000 - 162\,000) \times 0,15 = 245\,700$ | 250 560,00F |
| De 1 800 001 à 3 600 000F | $(3\,600\,000 - 1\,800\,000) \times 0,3 = 540\,000$ | 790 560,00F |
| De 3 600 001 à plus | $(X - 3\,600\,000) \times 0,4 = Y$ | A |

Remarque :

- en aucun cas, l'impôt à payer **ne peut excéder 30%** du revenu imposable ;
- en aucun cas, l'impôt professionnel individuel à payer ne peut être **inférieur à 2 000F** ;
- il est prévu un **abattement de 2% par personne** à charge du bénéficiaire des rémunérations, jusqu'à concurrence de **9 personnes**. Par **personne à charge**, il faut entendre :
 - l'**épouse** ;
 - les **enfants célibataires**, nés d'un ou de plusieurs mariages ou hors mariage mais reconnus, ainsi que les **enfants sous-tutelle**, dont il prouve l'existence au début de l'année ;
 - les **ascendants de deux conjoints**, à condition qu'ils fassent partie du **ménage** du rémunéré concerné. Les **rémunérations** des époux sont **cumulées** quel que soit le régime matrimonial adopté. La **cotisation** est effectuée au nom de l'époux qui reçoit une **réduction de 2%**, pour le compte de son épouse comme personne à charge.

1) Monsieur MBUKU NUNI

- o Catégorie professionnelle : cadre de collaboration ;
- o Célibataire avec une personne à charge ;
- o Salaire de base : 968 000,00F ;
- o Primes et heures supplémentaires : 242 000,00F.

Exercice : déterminer l'IPR à retenir sur la rémunération de M. MBUKU NUNI.

Application numérique

- Détermination de la base imposable brute

$$968\,000,00 + 242\,000,00 = 1\,210\,000,00$$

- Détermination de la base imposable nette

a) Base imposable brute 1 210 000,00F

b) CNSS ($1210000 \times 0,05$) - 60 500,00F

$$1\,210\,000,00 - 60\,500,00 = 1\,149\,500,00$$

- Détermination de l'IPR

Impôt de la tranche ($1149500 - 162000$) $\times 0,15$ = 148 125,00F

Impôt cumulé ($148\,125 + 4860$) = 152 985,00F

Réduction ($152985 \times 0,02 \times 1$) = -3 059,70F

IPR définitif à retenir 149 925,30F

2) M. KIKOMBA

- o Catégorie professionnelle : agent de maîtrise ;
- o Sa belle-mère fait partie de son ménage ;
- o Père de trois enfants ;
- o Salaire de base : 2 000 000,00F ;
- o Heures supplémentaires : 80 000,00F ;
- o Primes : 120 000,00F ;
- o Indemnité de transport légale : 110 000,00F ;
- o Allocations familiales extralégales : 90 000,00F ;
- o Avantages en nature : 60 000,00F ;

Exercice : Déterminer l'IPR à retenir sur la rémunération de M. KIKOMBA.

Application numérique

- Détermination de la base imposable brute

$$2\,000\,000 + 80\,000 + 120\,000 + 60\,000 + 90\,000 = 2\,350\,000,00F$$

- Détermination de la base imposable nette

a) Base imposable brute : 2 350 000,00F

b) CNSS $(2350000 \times 0,05) = -117\,500,00F$
 $= 2\,232\,500,00F$

- Détermination de l'IPR :

Impôt de la tranche = borne sup.- borne inf.) * taux de la tranche :
 $= (2\,232\,500 - 1\,800\,000) \times 0,30$
 $= 129\,750,00F$

Impôt cumulé : $129\,750 + 250\,560 = 380\,310F$

Réduction : $380\,310 \times 0,02 \times 5 = -38\,031F$

Impôt définitif à payer (IPR) = 342 279F

2. Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)

Matières imposables

L'IBP s'applique aux **bénéfices nets** de toute entreprise **industrielle, commerciale, artisanale, agricole** ou **immobilière** dont l'activité professionnelle est exercée en République Démocratique du Congo, c'est-à-dire les **bénéfices** de toutes entreprises (sociétaires ou individuelles) et les profits des **professions libérales** et des **artisans**.

Base imposable

La base imposable s'estime sur les **bénéfices** ou **profits déclarés**.

Redevables

Les **redevables** sont les **bénéficiaires des revenus**.

Taux

- **30%** pour les entreprises de **droit commun** (moyennes et grandes entreprises) ;
- **30%** pour les **entreprises minières**.

Obligations déclaratives

La **déclaration des revenus** de l'exercice doit être déposée au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit celle de la **réalisation des revenus**. La **déclaration fiscale** est signée par le **redevable** et contresignée par son **comptable** ou son **conseil**.

Cette déclaration doit être **accompagnée**, outre de l'IBP déterminé, des éléments suivants :

- un **bilan** et un **compte de résultat** suivant le tableau de synthèse (volet I) du **Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC)**, certifiés exacts par le **redevable** et contresignés par son **comptable** ou son **conseil** ;
- les **annexes** à la **déclaration fiscale** (Volet II) des tableaux de synthèse du Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ;
- une copie des **procès-verbaux notariés** des assemblées générales ayant approuvé les **états financiers** joints à la déclaration fiscale ou ayant entraîné la **modification des statuts** ;
- une déclaration spéciale de **réévaluation des immobilisations**.

L'impôt minimum dû est fixé à **1% du chiffre d'affaires** déclaré lorsque les résultats sont **déficitaires** ou **bénéficiaires** susceptibles de donner lieu à une **imposition inférieure** à ce moment.

L'IBP est calculé sur le **résultat fiscal** et non sur le **résultat comptable**.

$$\text{Résultat fiscal} = \text{Résultat net comptable} + \text{charges non déductibles} - \text{produits non taxables}$$

Application

A partir des informations fournies par Bob Consulting SARLU, telles que reprises ci-dessous :

| | |
|---|-------------------|
| o Résultat d'exploitation (RE) | 100 000 000,00F ; |
| o Résultat financier (RF) | -5 000 000,00F ; |
| o Résultat Hors Activité Ordinaire (RHAO) | 8 000 000,00F ; |
| o Charges non déductibles (CND) | 10 000 000,00F ; |
| o Produits exonérés (PE) | 23 000 000,00F |

Exercice :

- Déterminer le **résultat net** de l'exercice ;
- Déterminer l'**IBP** à payer par Bob Consulting.

Application numérique

| | |
|-----------|---------------|
| RE | 100 000 000 |
| RF | +(-5 000 000) |
| RAO | 95 000 000 |
| RHAO | +8 000 000 |
| RC | 103 000 000 |
| CND | +10 000 000 |
| PE | -23 000 000 |
| R Fisc. | 90 000 000 |
| IBP (30%) | -27 000 000 |
| RN | 63 000 000 |

Les entreprises de **petite taille** sont imposées sur les **bénéfices** et **profits** selon le **chiffre d'affaires annuel** réalisé ou en raison de toute somme proportionnellement équivalente pour la période inférieure à 1 an.

Le taux d'impôt sur les **bénéfices** et **profits** en charge des petites entreprises est de :

- **1%** pour les **activités de vente** ;
- **2%** pour les **activités de prestation de services**.

Lorsqu'un contribuable exerce à la fois les **activités de vente et de service**, les **chiffres d'affaires** respectifs sont **cumulés**, et **imposés** suivant l'activité principale.

L'IBP est payé en **quatre acomptes provisionnels** (quotités) par rapport au montant payé à l'exercice passé :

- **20%** au mois de **mai** ;
- **20%** au mois de **juillet** ;
- **20%** au mois de **septembre** ;
- **20%** au mois de **novembre** ;
- Le reste, payable au plus tard le **31 mars** de l'année suivante.

Les micro-entreprises s'acquittent d'un **impôt forfaitaire** annuel de **50 000F**, au moyen d'une **déclaration auto-liquidative** conforme au modèle défini par l'administration des impôts, au plus tard le **1^{er} mai** de l'année qui suit celle de la **réalisation des revenus**.

Au sens de l'ordonnance-loi n°13/009 du 23 février 2013, fiscalement parlant, il faut entendre par **entreprise de petite taille** constituée en micro-entreprise et/ou petite entreprise, quelle que soit sa forme juridique, une entreprise qui réalise un **chiffre d'affaires annuel inférieur à 80 000 000 F** :

- la **micro-entreprise** est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas **10 000 000F**.
- la **petite entreprise** est celle qui réalise un chiffre d'affaires annuel **supérieur à 10 000 000F** et **inférieur à 80 000 000F**.

Remarque : lorsque les circonstances l'exigent, le **Ministre** ayant les finances dans ses attributions, est habilité à réajuster :

- les **chiffres limites des catégories** des entreprises de petite taille ;
- le **montant de l'impôt forfaitaire** annuel des micro-entreprises.

Les personnes physiques ou morales en **cessation d'activités**, sans s'être fait radier, selon le cas au **registre du commerce et du crédit mobilier** conformément à l'article 97 de l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ou de l'ordre de la corporation, sont soumises au paiement d'un **impôt forfaitaire** fixé à :

- **500 000F**, pour les **grandes entreprises** ;
- **250 000F**, pour les **moyennes entreprises** ;
- **30 000F**, pour les **entreprises de petite taille**.

L'impôt forfaitaire visé ici ne fait pas **obstacle** au pouvoir de recherche et de regroupement reconnu à l'**administration fiscale**. Celle-ci peut, le cas échéant, imposer l'entreprise sur la base des **revenus réellement acquis**, s'ils doivent donner lieu à un **impôt supérieur** à l'imposition forfaitaire.

3. Impôt exceptionnel sur les rémunérations des expatriés (IERE)

Les rémunérations versées par l'employeur à son personnel expatrié sont frappées par l'IPR d'un **impôt exceptionnel sur les rémunérations des expatriés** (IERE), dans le but de protéger la **main-d'œuvre nationale**.

Cet impôt, à la charge de l'**employeur**, s'applique uniquement aux rémunérations payées au **personnel expatrié**. Il a pour but de favoriser le recours à la **main d'œuvre locale** en défavorisant l'embauche de **personnel étranger**.

Par **personnel expatrié**, il faut entendre les travailleurs originaires de **pays autres que la RDC**. Les travailleurs originaires des **pays limitrophes** ne sont pas considérés comme personnel expatrié. Le taux applicable est de **25%** (base imposable identique à celle de l'IPR). Les obligations déclaratives sont les mêmes à celles concernant l'IPR.

Son **originalité** est qu'il est un **impôt à charge définitive** de l'employeur qui ne peut ni le déduire de la **rémunération** de l'expatrié, ni du **bénéfice** que l'entreprise est susceptible de réaliser à la fin de l'exercice comptable. L'IERE ne peut pas être **inférieur** au montant du **salaire minimum inter-professionnel de croissance** (SMIC) qui est appliqué dans le **pays d'origine du salaire concerné**, à l'exception bien entendu des **travailleurs ressortissants de pays limitrophes**, sous réserve de **réciprocité**.

Il faut enfin noter qu'à la différence de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR), les salaires des **associés actifs** dans les sociétés autres que par **actions**, ainsi que ceux qu'un **exploitant individuel** s'attribue ou attribue aux **membres de sa famille**, ne sont pas frappés de l'IERE.

2

Impôts indirects

Source : Partie basée sur NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce, p. 73 et suite.

2.1. Notions générales

Les **impôts indirects** sont ceux qui frappent les **dépenses** ou les **consommations**. Ils visent les **revenus** mais ne les frappent pas en tant que tels. Ils les saisissent dans leur emploi lors des **achats**

de biens ou de services, ou même de leurs consommations. Ils sont destinés à être supportés en définitive par les consommateurs dans la mesure où ils sont systématiquement intégrés dans le prix de vente des marchandises. Les contribuables les paient souvent sans s'en rendre compte.

Ce sont donc des impôts qui frappent indirectement les revenus ou fortunes des contribuables lors de leurs usages ou de leurs emplois.

Il existe deux types d'impôts indirects ou impôts sur la dépense :

- 1 l'impôt particulier sur la dépense, impôt analytique ;
- 2 l'impôt général sur la dépense, impôt synthétique.

2.2. Impôt particulier sur la dépense

C'est un impôt qui frappe la dépense d'une façon nettement définie, c'est-à-dire par l'utilisation des revenus par l'achat de certains produits de fabrication locale, tel que le tabac qui est frappé de droit d'accises et de consommation, des marchandises à l'occasion de leur importation ou de leur exportation (les droits de douane).

2.3. Impôt général sur la dépense

À la différence du précédent, l'impôt général sur la dépense frappe, sans distinction, la consommation de tous les biens et services, que ce soit au stade intermédiaire ou au stade final. L'impôt étant compris dans le prix de vente payé par le consommateur. Cet impôt est prélevé selon trois modalités :

- 1 la taxe unique ;
- 2 la taxe cumulative ou en cascade ;
- 3 la taxe à paiement fractionnée ou taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le système fiscal congolais comprend trois grandes catégories d'impôts indirects : les droits de douane, les droits de d'accises et de consommation, et la TVA.

2.4. Droits d'entrée et de sortie (droit de douane)

Nous présentons brièvement le régime douanier applicable en RDC, tant à l'importation qu'à l'exportation pour ce qui concerne certains produits :

a. Droits de douane à l'importation

Les **droits de douane à l'importation** (base imposable) sur la **valeur CAF** (Coût, Assurance, Fret) des marchandises. Le tarif douanier à l'importation est le suivant :

| Taux | Exemple de biens |
|------|---|
| 5% | <ul style="list-style-type: none">- Produits chimiques ;- Machine-outil ;- Matériel de transport de marchandises. |
| 10% | <ul style="list-style-type: none">- Farine ;- Agrégats ;- Essence, gasoil, kérosène |
| 20% | <ul style="list-style-type: none">- Vêtements ;- Mobiliers ;- Cigarettes. |

Les **biens importés** sont également soumis lors du passage du **cordon douanier** aux taxes suivantes :

- la **TVA** ;
- pour certains, les **droits de consommation et d'accises** ;
- diverses **taxes parafiscales**.

b. Droits de douane à l'exportation

Les **droits de douane à l'exportation** s'appliquent à certaines catégories de **marchandises de production locale**, qui sont :

- le **café vert** ;
- le **courant électrique** ;
- les **produits minéraux** et leurs concentrés ;
- les **huiles minérales** ;
- le **bois en grume** ;
- les **mitrilles**.

La **valeur en douane à l'exportation** desdites marchandises est fixée, soit par **arrêté ministériel** sur proposition de l'**administration des douanes**, soit à défaut d'arrêté, par **référence à la valeur** que les marchandises ont au moment où elles quittent la RDC.

Les **taux des droits de douane à l'exportation** sont les suivants :

| Taux | Exemple des biens |
|------|--|
| 1% | <ul style="list-style-type: none">- Café ;- Énergie électrique. |

| | |
|------|---|
| 1,5% | - Diamant d'exploitation artisanale ; - Or d'exploitation artisanale |
| 3% | - Diamant d'exploitation industrielle ; - Or d'exploitation industrielle |
| 5% | - Minerais (cuivre, nickel, plomb, coltan) |
| 6% | - Bois brut |
| 10% | - Argent ; - Platine |

c. Droit de consommation ou d'accises

1. Champ d'application

Sont concernés par les **droits de consommation et d'accises** les biens suivants :

- les **alcools** et les **boissons alcooliques** ;
- les **boissons gazeuses** ;
- les **huiles minérales** (essence, pétrole, gasoil,...) ;
- les **tabacs** ;
- les **sucres** ;
- les **ciments hydrauliques** ;
- les **allumettes** ;
- les **parfums liquides alcooliques**.

2. Fait générateur et assiette

Le **fait générateur** des droits de consommation et d'accises est :

- la **production** en RDC des biens de consommation soumis aux droits ;
- l'**importation** desdits produits en RDC.

Les droits de consommation et d'accises se **cumulent** à l'importation avec les droits de douane et la TVA.

À l'**importation**, l'assiette des droits de consommation et d'accises est la **valeur CAF augmentée** des droits de douane, à l'exception des **huiles minérales** dont l'assiette est le **prix moyen frontière fiscale** (PMFF).

3. Taux

Les **taux** des droits de consommation et d'accises varient **de 5 à 40%** selon les produits concernés.

4. Taxes parafiscales à l'import/export

Diverses taxes sont perçues lors de l'**importation** et/ou de l'**exportation** des marchandises en RDC. Les **principales taxes applicables** sont :

- La **redevance administrative** : **5%** de la valeur CAF ;
- La **redevance OCC** (Office Congolais de Contrôle) : **3%** de la valeur CAF ;
- La **redevance OGEFREM** : **0,59%** de la valeur CAF ;
- Les **frais FPI** (Fonds pour la Promotion de l'Industrie) : **2%** de la valeur CAF.

d. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

La TVA est un impôt général sur la **consommation** qui frappe tous les **biens** et **services** de toutes origines, **consommés ou utilisés** en République Démocratique du Congo.

Elle est une **taxe unique à paiements fractionnés**, perçue à chaque **stade** du circuit économique d'un produit et supportée par le **consommateur final**, la taxe payée en amont étant **déductible** de la taxe collectée.

La **TVA collectée** est celle que l'entreprise **facture** à ses clients à l'occasion de ses **ventes** ou de ses **prestations de services**, tandis que la **TVA déductible** est celle que l'entreprise **paie** lors de ses **achats** de biens et services ou lors de l'**importation** des marchandises.

La TVA est supportée par le **consommateur final** et ne constitue donc pas une **charge** pour l'entreprise.

Elle est collectée par les **assujettis** chaque fois qu'une **opération imposable** est réalisée. Ceux-ci ont l'obligation de la verser à l'**État** à l'échange après **déduction** de la TVA payée sur leurs achats.

La TVA est **collectée** à l'intérieur par toute personne physique ou morale qui réalise les **opérations imposables** ci-après et recouvrée par la **Direction Générale des Impôts (DGI)** :

- les **livraisons de biens**, y compris les **exportations** ;
- les **prestations de services**, y compris les **travaux immobiliers**.

Et à l'**importation**, la TVA est perçue par la **Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)**.

La **liquidation de la TVA** varie selon qu'on est en **régime intérieur ou à l'importation**. En **régime intérieur**, ce sont les **assujettis** qui calculent eux-mêmes la TVA sur toutes les **opérations imposables** réalisées au cours d'un **mois donné**. À l'importation, la liquidation de la TVA est effectuée par l'**Administration des Douanes**.

La liquidation de la TVA concerne la **totalité de TVA collectée** au titre d'un mois donné.

1. Caractéristiques de la TVA

La TVA est effectivement un impôt sur la valeur ajoutée

Bien qu'ayant comme **base de calcul**, à chaque stade du circuit économique, le **chiffre d'affaires**, la TVA est en définitive calculée sur la **valeur ajoutée totale** conférée au produit tout au long du **circuit économique**.

La TVA est un impôt sur la consommation

Elle est un **impôt** réellement supporté par le **consommateur final** d'un bien ou d'un service et n'est pas à la charge des **entreprises**, qui ne sont que des **intermédiaires** intervenant dans le circuit économique.

La TVA est un impôt à paiement fractionné

Bien qu'à charge du consommateur final, la TVA est néanmoins régulièrement perçue chaque fois qu'une **transaction imposable** est effectuée.

En effet, à chaque stade du **circuit de distribution**, la TVA frappe seulement la valeur ajoutée conférée au produit de telle sorte qu'à la **fin du cycle** suivi par ce produit, la **charge fiscale globale** corresponde à l'impôt calculé sur le **prix de vente** au consommateur final.

En d'autres termes, l'État ne perçoit à chaque stade du circuit qu'une **avance** sur une **taxe** qui ne lui revient en **totalité** que lorsque le bien ou le service parvient au **stade de la consommation finale**.

La TVA est un impôt déductible

Le **redevable de la TVA** doit, aux divers stades du circuit économique :

- **calculer la TVA** sur ses ventes ou prestations de services (**TVA collectée**) ;
- **déduire** de celui-ci la TVA qui a grevé les éléments constitutifs de son **prix de revient** (**TVA déductible**) ;
- **verser** au trésor la **différence entre la TVA collectée et la TVA déductible** (**TVA nette**).

La TVA est un impôt indirect

Elle est un impôt dont la **collecte** est assurée par les **entreprises** (assujetties) pour les **comptes de l'État**. Elle est, en effet, versée au **trésor**, non pas par le **consommateur final** qui en constitue le **redevable réel** (qui en supporte effectivement la charge), mais par l'**entreprise** qui en est le **redevable légal**.

La TVA est un impôt réel

La TVA frappe l'**utilisation des revenus**, c'est-à-dire la **dépense** ou **consommation** des biens et services sans tenir compte de la **qualité** ou de la **capacité contributive** du consommateur ou de la personne engageant la dépense. En d'autres termes, l'**assujettissement à la TVA** est déterminé par la **nature des opérations** effectuées ou des produits concernés, indépendamment de la **situation personnelle** de l'assujetti ou de son client.

La TVA est un impôt *ad valorem*

Elle est perçue en **proportion** de la **valeur des produits** et non en référence à la **qualité physique** ou à la **qualité du produit**.

La TVA est impôt transparent

Contrairement au **système cumulatif**, la **charge** supportée en amont par chaque assujetti est connue avec **exactitude** et est toujours calculée sur un **prix hors taxe**.

La TVA est un impôt neutre

Elle n'a aucune **incidence** sur les résultats des **redevables légaux**, car elle est entièrement à charge des **redevables réels** qui sont les **consommateurs finaux**.

2. Comparaison entre TVA et ICA (Impôt sur le chiffre d'affaires)

Éléments de ressemblance

La **TVA** comme l'**ICA** sont :

- des **impôts indirects**, car collectés par les **entreprises** (redevables légaux) sur **tiers** (redevables réels) pour le compte de l'**État** ;
- des **impôts *ad valorem***, car calculés sur la **valeur** du bien ou du service sans référence à sa **qualité physique** ;
- des **impôts réels**, car perçus en fonction de la **nature** de l'**opération taxable** sans tenir compte de la **situation personnelle** du consommateur (revenus ou situation familiale).

Éléments de différence

ICA

L'ICA est un **impôt** :

- **cumulatif** du fait de la **superposition** de l'ICA chaque fois que le produit concerné est utilisé pour la **fabrication** d'un autre bien ;
- **incorporé** au prix de revient ;
- n'est donc pas **neutre** par rapport aux **résultats** de l'entreprise :
 - **opérations de vente** faites par les fabricants en RDC pour la mise à la consommation sur le marché local ;
 - **prestations de services** de toute nature ;
 - **travaux immobiliers** ;
 - **importations**.
- comportant **plusieurs taux** (35%, 6%, 9%, 15%, 18% et 30%) ;
- sur la **dépense** ;
- **non transparent**, car le taux légal affiché n'est pas celui supporté réellement par le consommateur ;

- qui compromet la **rentabilité** des investissements du fait de son **incorporation** aux prix de revient ;
- **inflationniste**, car il favorise l'augmentation des prix des biens et services ;
- qui influe négativement sur la **compétition** des produits de **fabrication locale** sur le **marché international**.

TVA

La TVA de son côté comporte d'autres **caractéristiques** :

- **Déductibilité** du fait que la TVA supportée sur les **achats et services** ;
- **Reçue et récupérée** (sur la TVA collectée) avant reversement au trésor ;
- **Non incorporée** dans le prix de revient, car la TVA est **neutre** par rapport au résultat de l'entreprise ;
- Dont le **champ d'application** est **large** car il couvre :
 - toutes les **livraisons de biens**, y compris les exportations ;
 - toutes les **prestations de services**, y compris les immobiliers ;
 - les **importations**.
- Comportant un **taux de 16%** à côté du taux de **0%** pour les **exportations** ;
- Sur la **consommation** ;
- **Transparent**, car le **taux légal affiché** est celui réellement supporté par le **consommateur final** ;
- Qui **accroît la rentabilité** des investissements du fait de l'**allègement des coûts d'exploitation** ;
- **Non inflationniste**, car elle ne favorise pas l'**augmentation des prix** ;
- Qui permet le **renforcement de la compétitivité** des produits de **fabrication locale** sur le **marché international**.

3. Application (la TVA : collectée et déductible)

Soit un circuit économique composé d'un agriculteur, d'un industriel, d'un grossiste et d'un détaillant :

- l'agriculteur cultive les ananas et les vend à un industriel ;
- l'industriel produit du jus d'ananas qu'il vend à un grossiste ;
- le grossiste vend, à son tour, à un détaillant ;
- le détaillant l'écoule auprès du consommateur final.

Prenons les hypothèses suivantes :

- tout le circuit économique du produit est imposable à la TVA au taux de 16% ;
- à chaque stade du circuit, il est applicable une marge bénéficiaire de 20% sur le prix d'achat, laquelle constitue la seule valeur ajoutée dans cet exemple ;
- l'agriculteur n'a pas supporté la TVA en amont et son prix de vente hors taxe est de 100 000F.

La TVA perçue à chaque stade du circuit économique est déterminée comme suit :

| | 1 | 2=1*16% | 3=1+2 | 4=1*20% | 5=1+4 | 6=5*16% | 7=5+6 | 8=6-2 |
|--------------------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|-----------|
| Circuit économique | PA HT | TVA déd. | PA TTC | VA | PV HT | TVA Col. | PV TTC | TVA Nette |
| Agriculteur | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 100 000 | 16 000 | 116 000 | 16 000 |
| Industriel | 100 000 | 16 000 | 116 000 | 20 000 | 120 000 | 19 200 | 139 200 | 3 200 |
| Grossiste | 120 000 | 19 200 | 139 200 | 24 000 | 144 000 | 23 040 | 167 040 | 3 840 |
| Détaillant | 144 000 | 23 040 | 167 040 | 28 800 | 172 800 | 27 648 | 200 448 | 4 608 |
| TOTAL | | 58 240 | | 172 800 | | 85 888 | | 27 648 |

2.5. Comptabilisation des impôts et taxes

Le **compte 64** enregistre le **montant des charges** correspondant à des **versements obligatoires** à l'État et aux **collectivités publiques** pour subvenir à des **dépenses publiques**, ou encore des **versements** institués par les **autorités** pour le **financement d'actions d'intérêt général**.

Il enregistre les **impôts et taxes** à la charge de l'**entité**, à l'exception de ceux dont l'assiette est établie sur les **résultats** qui sont inscrits au débit du **compte 89 Impôts** sur le résultat.

Les **impôts**, qui, payés par l'entité, doivent être **recupérés** sur des tiers ou sur le Trésor Public, sont enregistrés au **compte de la classe 4**.

Les entités comprennent dans le **prix d'achat** des **marchandises, matières** et **fournitures**, les **droits de douane** qui peuvent leur être affectés de façon certaine, pour obtenir le **prix d'achat rendu frontière**.

| Compte | Explications |
|---|---|
| 6411 impôts fonciers et taxes annexes | Enregistre les versements obligatoires à l'État dont l'entité propriétaire d'un immeuble bâti ou non bâti ou d'un terrain doit s'acquitter, en application des lois en vigueur dans chacun des États-parties. |
| 6412 Patentes, licences et taxes annexes | Enregistre les versements obligatoires à l'État dont l'entité doit s'acquitter : <ul style="list-style-type: none"> - (cas de la patente) du fait de l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession. La patente peut, en fonction des dispositions fiscales dans les États-parties, comporter un droit fixe unique, indépendamment du nombre de commerces, d'industries et de professions qu'il exerce dans le même établissement. Il peut également comporter par ailleurs un droit proportionnel généralement établi sur la valeur locative des bureaux, magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers, terrains de dépôts et autres locaux et emplacements servant à l'exercice de la profession ; - (cas de la licence) du fait de l'exploitation d'un brevet. C'est le cas notamment des exploitants de débits de boisson, de restaurants. |
| 6413 Taxes sur appointements et salaires | Enregistre les versements obligatoires à l'État dont l'entité est redevable, en qualité d'employeur, au titre des traitements, salaires, indemnités et émoluments versés. |
| 646 Droits d'enregistrement | Enregistre les versements obligatoires à l'État dont l'entité est redevable en raison : <ul style="list-style-type: none"> - Des perceptions requises par la recette des impôts pour l'accomplissement de certains actes juridiques, tels que des ventes, des échanges, des mutations, des donations, des successions, des baux, des constitutions de société ; - De timbres afférents à certains actes écrits : timbres de quittances, timbres de contrats de transport, timbres des affiches, timbres sur les bordereaux d'achat ou de vente en bourse ; - Des taxes sur les véhicules de société et vignettes (autos, motos, bateaux, etc.). |
| 647 Pénalités et amendes fiscales | Enregistre les versements obligatoires à l'État dont l'entité est redevable en raison de l'inobservation de dispositions fiscales, telles que : <ul style="list-style-type: none"> - Les pénalités d'assiette consistant en intérêts ou indemnités de retard exigibles en cas d'inexactitude dans les déclarations, manœuvres frauduleuses, défaut de production ou production tardive de documents ; - Les pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts et taxes qui sont déductibles. |
| 648 Autres impôts et taxes | Enregistre les autres versements obligatoires à l'État et aux collectivités locales dont l'entité est redevable, en raison des activités exercées, et qui ne peuvent pas être imputées aux comptes ci-dessus définis. |

a. Fonctionnement

Le **compte 64 Impôts et taxes** est débité du montant de l'impôt dû par le crédit du **compte 44 État et collectivités publiques** ou par le **crédit des comptes de trésorerie**.

| D | C | LIBELLES | D | C |
|----|----|---|---|---|
| 64 | | Impôts et taxes | a | |
| | 44 | à État et collectivités publiques ou comptes de trésorerie | | a |

Le **compte 64 Impôts et taxes** est crédité pour **solde** à la clôture de l'exercice par le débit du **compte 13 Résultat net de l'exercice**.

| D | C | LIBELLES | D | C |
|----|----|-----------------------------|---|---|
| 13 | | Résultats net de l'exercice | b | |
| | 64 | à Impôts et taxes | | b |

b. Exclusions

Le **compte 64 Impôts et taxes** ne doit pas servir à enregistrer :

- les **annuités de remboursement d'emprunts** contractés ou d'avances consenties par l'État ;
- les **droits de douane** relatifs aux **acquisitions d'immobilisations** ;
- les **droits de douane** relatifs à des **achats de biens importés** incorporés au prix d'achat (prix rendu frontière) ;
- l'**impôt sur les bénéfices**.

Il convient dans les cas d'espèce d'utiliser les **comptes** ci-après :

- **16 Emprunts et dettes assimilées** ;
- les comptes de la **classe 2** ;
- **60 Achats et variations de stocks** ;
- **89 Impôts sur le résultat**.

c. Éléments de contrôle

Le **compte 64 Impôts et taxes** peut être contrôlé à partir :

- des **déclarations** ;
- des **avis d'imposition** ;
- des **règlements à l'ordre du Trésor**.

1. Numéro Impôt

Le **Numéro Impôt**, institué par le Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, est le seul **identifiant**, en République Démocratique du Congo, des **débiteurs** ou **redevables** de l'État et de ses subdivisions, au titre d'**impôts, droits, taxes, redevances** et autres **sommes** dues. Le **Numéro Impôt**, ou **Nouvel Identifiant Fiscal (NIF)**, sert donc à l'**identification des contribuables** et a un **caractère national**.

Cependant, le **Numéro Impôt** ne remplace pas le **Numéro d'Identification national** créé par l'Ordonnance n° 73-236 du 13 août 1973 et géré par le **Ministère de l'Économie Nationale**, quand bien même il a une application **plus large**, dans la mesure où il concerne l'ensemble des **débiteurs** ou **redevables** d'impôts, droits, taxes, redevances et autres sommes dues à l'État et à ses subdivisions.

2. Des personnes devant disposer d'un Numéro Impôt

Toute **personne**, physique ou morale, **redevable** ou **débitrice** d'impôts, droits, taxes, redevances et autres sommes dues à l'État et à ses subdivisions, est tenue de disposer d'un **Numéro Impôt**.

À ce titre, le Numéro Impôt concerne tout débiteur ou redevable d'**impôts internes**, des **droits de douane**, des **droits d'accises et de consommation**, des **taxes administratives**, des **droits et amendes judiciaires**, des **redevances** pour usage des droits domaniaux, des **taxes** et **droits** dus aux **Provinces et aux Entités Territoriales Décentralisées**, etc.

3. Des opérations subordonnées à la détention d'un Numéro Impôt

D'une manière générale, toute **acquisition** d'un bien ou d'un revenu, l'exercice de toute **activité** ou la réalisation de toute **opération** qui génère un prélèvement fiscal ou parafiscal, oblige la personne à avoir un **Numéro Impôt**.

Ainsi, l'**éligibilité** d'une personne à la réalisation d'une **opération** quelconque, entre les **Services de l'État** ou les **Provinces et les Entités Territoriales Décentralisées**, d'une part, et les **redevables**, d'autre part, donnant lieu à un **prélèvement fiscal** ou à un **paiement de droits**, est subordonnée à la détention **obligatoire** du Numéro Impôt.

À cet effet, le Numéro Impôt doit être porté sur tous les **documents émis** par les **contribuables** et autres **redevables** et destinés à ces services. Il doit également être signalé sur tous les **documents délivrés** par les **redevables**, notamment les **correspondances**, les **factures**, les **reçus** et les autres documents.

À titre indicatif, nul ne peut être **admis** aux opérations ci-après, s'il ne détient un **Numéro Impôt valide** :

- la **conclusion de marchés publics** ;
- l'**acquisition** ou la **mutation d'immeubles** ;
- l'**acquisition** ou la **mutation de véhicules** ;
- l'obtention d'un **permis d'exploitation** ;
- l'**autorisation d'exercer** un métier ou une activité ;
- l'**autorisation de sortie**, pour les personnes exerçant le **commerce**.

Cependant, au regard du **délai** prévu par l'article 1^{er} de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, le **permis d'exploitation** et l'**autorisation** d'exercer un métier ou une activité peuvent être délivrés sur base de la **demande d'obtention du Numéro Impôt**.

Par ailleurs, les personnes visées au point 2 ci-dessus ne peuvent obtenir **paiement** de leurs créances sur l'État que sous la condition de **détention d'un Numéro Impôt**, sans **préjudice** de la présentation d'une **attestation de situation fiscale** en cours de validité.

4. Des Services et Organismes impliqués dans le mécanisme du Numéro Impôt

Le **Décret** n° 03/012 du 18 juillet 2003 instituant le Numéro Impôt vise les **Services de l'État**, les **Provinces** et les **Entités Territoriales Décentralisées**.

Par **Services de l'État**, il faut entendre notamment :

- les **Administrations de différentes Institutions Politiques** (Parlement, Gouvernement, Cours et Tribunaux, etc.) ;
- les **Régies financières**, à savoir : la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD) ;
- les **Entreprises Publiques** ;
- les **Établissements Publics**.

En revanche, les expressions **Provinces** et **Entités Territoriales Décentralisées** visent :

- les **Provinces** et la Ville de Kinshasa ;
- les **Villes** ;
- les **Communes** ;
- les **Secteurs** ou les **Chefferies**.

D'une manière générale, tous ces différents **Services Publics** sont concernés par le Numéro Impôt, dans la mesure où ils sont tenus de l'exiger dans leurs **relations** avec les **administrés**, dès lors que ces relations comportent de près ou de loin des **implications d'ordre fiscal ou parafiscal**.

Cependant, de façon plus directe, la **Direction Générale des Impôts** a la charge de définir la **configuration du Numéro Impôt**, de déterminer les **dispositions pratiques d'attribution** du Numéro Impôt et de gérer le **système d'attribution** dudit Identifiant unique, conformément aux

dispositions de l'article 1er de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales et à l'Arrêté Ministériel du 13 janvier 2004 portant mesures d'exécution du Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003.

2.6. Des modalités d'attribution du Numéro Impôt

a. Attribution sur demande

1. Pour les nouveaux redevables

Tout **nouveau redevable** d'impôts et autres droits dus à l'État est tenu, dans les **quinze jours** du début des activités, de formuler sa **demande d'obtention du Numéro Impôt** auprès des **Services compétents** de la Direction Générale des Impôts.

Par ailleurs, tel qu'indiqué ci-dessus, en dehors de l'**exercice d'une activité**, bien d'autres situations nécessitent la **détention du Numéro Impôt**. Aussi, toute personne qui envisagerait de se retrouver dans l'une de ces **situations** devrait-elle s'adresser auprès de ces **mêmes services**.

Le **dossier de demande** d'un Numéro Impôt comprend une **lettre de demande** et un **formulaire d'identification** du demandeur dûment **rempli, daté et signé**, accompagné des **pièces précisées** par la Direction Générale des Impôts.

2. Pour les anciens redevables

Un **communiqué officiel** du Ministère des Finances fixera la **date de lancement** de la **campagne d'attribution** du Numéro Impôt.

Dans les **trois mois** à dater dudit communiqué, les **redevables** d'impôts et autres droits dus à l'État en activité ainsi que ceux dont les activités sont en veilleuse sont tenus d'adresser, auprès de la Direction Générale des Impôts, leurs **demandes de Numéro Impôt**.

Le **dossier de demande** de Numéro Impôt doit également, dans ce cas, comprendre une **lettre de demande** et un **formulaire d'identification** du demandeur dûment rempli, daté et signé.

b. Attribution d'office

La **procédure d'attribution d'office** du Numéro Impôt est mise en œuvre dans le cas ci-après :

- **découverte d'un contribuable ou d'un redevable** par l'Administration des Impôts, dans l'exercice de ses **missions de recensement**, de **recherche** ou d'**exploitation** des éléments de recoupements ;
- **informations** fournies par l'**Inspection Générale des Finances**, la **DGDA** ou la **DGRAD** ;

- **exigence du Numéro Impôt** par un Service de l'État ou une Province ou une Entité Territoriale Décentralisée ;
- **dénonciation par un tiers.**

Dans le cadre de cette **procédure**, l'attribution du Numéro Impôt est **soumise** :

- au **remplissage immédiat du formulaire d'identification** et d'une **attestation provisoire de localisation** du redevable ;
- à la production d'une **photocopie de la carte d'identité** ou tout autre document en tenant lieu pour les **nationaux** ;
- à la production d'une **photocopie du passeport** et, le cas échéant, de la **carte de résident** pour les **étrangers** ;
- à la production des **documents d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier** et des **statuts**, pour les **personnes morales**.

c. Attribution aux engagés locaux des missions diplomatiques et des organismes internationaux

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 3 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, qui fait obligation aux **engagés locaux** des **missions diplomatiques** et des **organismes internationaux** de souscrire personnellement les **déclarations** sur les **rémunérations** leur allouées et d'acquitter l'impôt correspondant, lesdits engagés locaux doivent **individuellement** formuler leur **demande** à la Direction Générale des Impôts en vue de l'**obtention du Numéro Impôt**.

À défaut, le Numéro Impôt leur est **attribué d'office** sur la base des **renseignements** obtenus par le biais du **Ministère des Affaires étrangères**.

2.7. Du retrait d'un Numéro Impôt attribué

Le **retrait du répertoire d'un Numéro Impôt** attribué est effectué en cas de **décès** du redevable ou en cas de **cessation d'activités**. Dans cette deuxième hypothèse, le retrait est effectivement décidé à la suite de l'un des **événements** ci-après :

- **arrêt définitif** des activités ;
- **clôture des opérations** de liquidation après dissolution ;
- **fusion**, soit par **voie d'absorption**, soit par **voie de création** d'une société nouvelle.

Lorsque le Numéro Impôt est **retiré** du répertoire, il est définitivement **désactivé** et, par conséquent, ne peut en aucun cas être **réattribué** à une autre personne.

2.8. Des sanctions

Le **défaut d'obtention d'un Numéro Impôt**, dans les délais impartis, est passible d'une **amende** conformément aux dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

Dans l'hypothèse **d'attribution d'office** d'un Numéro Impôt, cette **amende** est toujours due.

Les mêmes sanctions sont applicables en cas d'**absence d'indication**, sur la facture ou document en tenant lieu, du **Numéro Impôt** de la partie contractante à une **transaction** entre professionnels.

ARNO EDITIONS

CINQUIÈME CHAPITRE

Administrations fiscales congolaises

Au niveau national, la République Démocratique du Congo compte **trois administrations fiscales ou régies financières**.

1

Administrations fiscales proprement dites

Sur le plan **national**, nous avons **deux régies** à savoir :

- 1** la **DGI** : Direction Générale des Impôts ;
- 2** la **DGRAD** : Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et des Participations.

1.1. Présentation de la Direction Générale des Impôts (DGI)

a. Historique

L'histoire de la **DGI** est cimentée par les périodes suivantes :

- **1960-1988** : période pendant laquelle les impôts étaient gérés par la **direction du secrétaire du ministère des finances** ;

- **1988-2003** : période de la **création de la Direction Générale de contribution** ;
- **2 mars 2003** : période de la **création de la Direction Générale des Impôts (DGI)**.

Avant 1988, la Direction Générale des Impôts n'était qu'une **Direction** au sein du **Secrétaire Générale des finances**. Elle avait pour mission d'**assurer la gestion de la matière fiscale**, c'est-à-dire que cette direction avait toutes les **missions** d'évoluer à toute **administration fiscale** à savoir :

- la **taxation** ;
- le **contrôle fiscal** ;
- le **recouvrement fiscal**.

Au fil du temps, il s'est avéré que cette **structure** n'a pas permis à l'administration fiscale d'atteindre les **objectif** qui lui ont été assignés, en dépit de la perception des **bonnes recettes** favorisées surtout par l'**environnement politique et économique** serin de cette époque.

Cette situation est due au **disfonctionnement** d'ordre **administratif et organique** caractérisé par les faits ci- après :

- l'existence de **plusieurs autres décisions** pour inciter des **missions de contrôle** auprès des contribuables ;
- le **manque de coordination** des **activités fiscales** sur l'ensemble du territoire national dû à l'existence de **plusieurs centres d'impulsion et de décisions** ;
- les **difficultés d'adaptation** de la législation à l'évolution de la **conjoncture économique** ;
- la **dépendance** de la direction des **contributions** à l'autorité du **secrétaire général aux finances**, qui entraînait la **lourdeur** dans le fonctionnement de cet important service et conduisaient à un **manque d'efficacité** ;
- le **manque de motivation des agents**, qui étaient mis sous un même **barème salarial** que ceux de la **fonction politique** ;
- l'**insuffisance des crédits** alloués à ce service.

En outre, cette **direction** dépendait d'un même **budget** que les autres directions du **Ministère des finances**. Les **services régionaux des contributions**, quant à eux, étaient placés sous l'autorité de **chef de division régionale des finances**, ils ne relevaient donc pas de l'autorité du **directeur général de contribution (DGC)**.

Ainsi, ce **disfonctionnement administratif** réduisait sensiblement l'**efficacité** de la direction des **contributions** et l'empêchait de fonctionner de manière adéquate.

En gardant l'appellation « **contribution** », la RDC était devenue sans le savoir un **paradis fiscal** et elle n'arrivait plus à couvrir toutes ses **charges** car il y avait l'absence presque totale des **recettes fiscales** ; c'est le **Trésor Public** qui subissait. Par conséquent, il fallait donner un caractère **obligatoire** à cette contribution. Et il s'avère que dans la grande majorité des **États du monde**, c'est le terme « **impôt** » qui est d'usage. Le maintien du terme « **contribution** » dans notre langage fiscal ne facilitait donc pas toujours la **compréhension** avec nos **partenaires bilatéraux**.

Les **textes** qui régissaient la **fiscalité** de la République Démocratique du Congo étaient réunis dans le « **Code de contribution** », chacun comportant ses propres **procédures**. Par ailleurs, certains aspects ne permettaient pas une **gestion moderne** de l'impôt et sont devenus **archaïques**.

En effet, la création récente de la **Direction Générale des Impôts (DGI)** en lieu et place de la **Direction Générale de Contribution (DGC)** par décret n° 17/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction générale des impôts (DGI) répond à une **double préoccupation** :

- 1** Une volonté de **mobilisation** effective des recettes en agissant sur le **concept** à cause de sa force de **persuasion** ;
- 2** Un **concept sociologique** de terme impliquant la **responsabilité** devant l'**État** en payant l'impôt parce qu'il s'impose.

Pour répondre aux attentes du **public**, l'autorité publique assigne à la Direction Générale des Impôts toutes les **missions** et **prérogatives** en matière fiscale, notamment celles concernant l'**assiette**, le **contrôle**, le **recouvrement** et le **contentieux** des **impôts, taxes, redevances** et **prélèvements** à caractère fiscal.

b. Constitution

La DGI est constituée :

- d'une **administration centrale**, composée de la **Direction Générale** et des **Directions Centrales**, ainsi que de l'**inspection des services** ;
- de **structures opérationnelles** (services) qui sont la **DGE**, le **CDI** et le **CIS**.

1. Direction des Grandes Entreprises (DGE)

La DGE gère les **contribuables** (entreprises) qui réalisent un **chiffre d'affaires annuel** de **plus de 400 000 000F**, et a une **compétence nationale**.

2. Centres des Impôts (CDI)

Les **CDI** gèrent les **contribuables** (entreprises) qui réalisent un **chiffre d'affaires annuel** compris **entre 80 000 000F et 400 000 000F**. Présentement, il y a ceux de **Kinshasa**, de **Lubumbashi**, de **Goma** et de **Matadi**. Il est prévu l'**implantation d'un centre des impôts** dans chaque **chef-lieu** de province ou dans les autres **villes importantes**.

3. Centres d'Impôts Synthétiques (CIS)

Les **CIS** gèrent les **contribuables** (entreprises) qui réalisent un **chiffre d'affaires annuel inférieur à 80 000 000F**. Il est prévu un **centre d'impôts synthétiques** dans chaque **commune** ou dans chaque **territoire**.

La **DGI** gère les impôts à payer à l'**intérieur des frontières nationales**, exceptés les **droits d'accises ou de consommations** gérés par la DGDA.

c. Impôts et taxes gérés par la DGI

Les **impôts** et **taxes** encadrés par la **DGI** sont :

- la **taxe sur la valeur ajoutée** (TVA) ;
- l'**impôt professionnel sur les rémunérations** (IPR) ;
- l'**impôt exceptionnel sur les rémunérations des expatriés** (IER) ;
- l'**impôt sur les bénéfices et profits** (IBP) ;
- l'**impôt mobilier** (IM) ;
- les **taxes sur les véhicules** : plaques d'immatriculation et cartes roses.

d. Principales missions de la DGI

Il convient de signaler ici que toutes les **attributions** à énumérer convergent vers deux principales **missions** de la DGI, à savoir :

- 1** établir l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux fiscal, taxe, redevances et prélèvements à caractère fiscal en vue de la mobilisation des recettes ;
- 2** étudier et soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, décrets et arrêtés en la matière. Elle doit être consultée pour toute convention à incidence fiscale ou tout agrément à un projet d'investissement à un régime dérogatoire.

Par rapport à la **réforme des structures** de l'administration fiscale, les **contribuables** sont orientés aux différentes **structures opérationnelles** étudiées ci-haut, pour le **paiement des impôts**, selon leurs **chiffres d'affaires annuels** (DGE, CDI, CIS).

1.2. Présentation de la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et des Participations

a. Historique

La **DGRAD** a été créée par le **décret présidentiel** numéro 0058 du **27 décembre 1995** par le feu **Président Mobutu**, sous le **premier ministre Kengo** et le **ministre des finances Paypay**, y compris quelques **experts du ministère des finances** parmi lesquels nous citons :

- Monsieur Bufambu ;
- Monsieur Elongo Longona ;
- Monsieur Bernard Talanga.

DGRAD : Elle travaille avec les ministères c'est-à-dire la DGRAD ordonnance et le ministère liquide puis la DGRAD passe pour le recouvrement au travers le document qu'on appelle « note de perception ».

Président Mobutu : Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga, ou Président Mobutu Sese Seko, a été homme d'État, militaire et dictateur zaïrois, président de la RDC (rebaptisée Zaïre sous son règne) de 1965 à 1997, arrivant au pouvoir par coup d'État.

Premier Ministre Kengo : Léon Kengo wa Dondo est un homme politique congolais. Juriste de formation, il est devenu Premier commissaire d'État puis Premier Ministre sous le règne du Président Mobutu.

Ministre des finances Paypay : Pierre Paypay wa Syakassighe était un économiste et homme politique de la République Démocratique du Congo. Il a occupé durant sa carrière plusieurs postes relatifs à l'économie et à la finance, notamment gouverneur de la Banque Centrale du Congo à l'époque du Zaïre.

Avant cette date, il existait un **service de comptabilité publique**, qui s'occupait de la **perception des recettes non fiscales et fiscales**. Mais les **chargés** à ces fonctions ne faisaient que **remplir leurs poches**, au détriment du Trésor Public, en faisant d'autres **cahiers de perceptions**.

b. Nature

La DGRAD est une **structure** placée sous l'**autorité directe** du ministre ayant les **finances** dans ses attributions et elle est chargée de l'**ordonnancement et du recouvrement des recettes non fiscales**, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le **Ministre des finances**, au regard de la **loi financière**.

c. Situation géographique

La DGRAD comprend une **direction nationale** et des **directions provinciales**.

Au niveau national, la DGRAD est installée dans l'immeuble du **site informatique des finances**, qui se situe sur le **boulevard Tshatshi à Kinshasa/Gombe**, à côté de la banque centrale et du building de la fonction publique.

d. Mission

La Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations exerce, dans le cadre des **lois et règlements** en vigueur, toutes les **missions et prérogatives** en matière d'**ordonnancement** et de **recouvrement des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations** émergeant au **budget général de l'État**.

En **collaboration** avec les autres **administrations**, elle peut élaborer et soumettre aux autorités compétentes des **projets de loi**, de **décret**, d'**arrêté**, de **circulaire** et autres **instructions** dans le domaine de ses attributions.

Elle est consultée pour toute **modification** ou **révision** de la **législation** et de la **réglementation** en matière de **recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations** initiée par les autres administrations, ainsi que pour toutes décisions d'**admission au régime d'exception**.

e. Constitution

La **DGRAD** est constituée :

- des **directions d'Administration Centrale** ;
- des **directions provinciales, divisées en divisions et bureaux**.

f. Ressources financières

La Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations dispose d'un **budget d'exploitation et d'investissement** émergeant aux **budgets annexes de l'État** et bénéficie d'une **rétrocession** égale à **5 % des recettes** effectivement recouvrées.

g. Tableau récapitulatif des impôts perçus par déclaration en République Démocratique du Congo (DGI et régions provinciales)

| N° | Impôt | Texte de base | Matière imposable | Fait générateur |
|-----|---|-------------------------|--|---|
| 1. | Impôt foncier | OL 69/006 du 10/02/1969 | Superficie des bâtiments et des terrains situés en dans les circonscriptions urbaines (RDC) | Détention du titre de propriété |
| 2. | Impôt sur le véhicule | Idem | Motos, camions, véhicules, avions, bateaux | Le fait d'être propriétaire ou utilisateur |
| 3. | Impôt sur les concessions minières et hydrocarbures | Idem | Superficie des concessions, tant pour la recherche que pour l'exploitation | Le fait d'être titulaire |
| 4. | Impôt sur les revenus locatifs (IRL) | Idem | Revenu brut de la location et le profit de la sous-location | Païement loyer et/ou la mise en location à titre gratuit d'un bâtiment ou terrain à usage commercial |
| 5. | Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) | Idem | Rémunération des personnes retenue à la source effectuée chaque mois par l'employeur | Païement des rémunérations ou des primes |
| 6. | Impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié (IERE) | Idem | Retenue à la source de l'employeur | Païement des rémunérations ou primes |
| 7. | Impôt sur les bénéfices et profits (IBP) ou encore Impôt sur les revenus professionnels | Idem | Bénéfice d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole, immobilière et le profit de profession libérale | Clôture de l'exercice comptable |
| 8. | Impôt mobilier (IM) | Idem | Revenus des capitaux mobiliers investis | Païement de revenus |
| 9. | Impôt sur la consommation (TVA) | Idem | Montant des ventes faites en RDC des produits de fabrication locale ; Montant des factures émises pour les travaux immobiliers ; Montant des factures émises pour les prestations de service | Prestation de service ; Livraison des produits transformés au dernier stade de fabrication ; Facturation de la tranche terminée |
| 10. | Taxe spéciale de circulation routière (TSCR) | OL 88/029 du 15/07/88 | Véhicule admis à circuler dans le réseau routier public de la RDC | Le fait d'être propriétaire |

| N° | Échéance | Taux | Contribuable | Redevable | Affectation |
|----|---|--|------------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 1. | Au plus tard le 1 ^{er} février de chaque année | Forfait dont le montant varie suivant le rang de la localité | Propriétaire | Propriétaire | ETD (Régies provinciales) |
| 2. | Avant la mise en usage | Varie suivant la puissance fiscale exprimée en cheval vapeur (CV) ou poids exprimé en Kg | Propriétaire ou utilisateurs | Propriétaires ou utilisateurs | ETD (Régies provinciales) |

| | | | | | |
|-----|---|--|--|---|---------------------------|
| 3. | Au plus tard le 1 ^{er} février de chaque année | Varie par hectare des concessions | Titulaires des concessions | Titulaires des concessions | Trésor Public (DGI) |
| 4. | Chaque mois (le 10 du mois qui suit celui de paiement du loyer) | 12% | Propriétaires des bâtiments et des terrains loués | Propriétaire ou son mandataire | ETD (Régies provinciales) |
| 5. | Dans les 10 jours qui suivent le mois de la retenue à la source | Calculé suivant un barème au taux progressif compris entre 0 et 40% | Bénéficiaires, salaires | Employeurs | Trésor Public (DGI) |
| 6. | Dans les 10 jours qui suivent le mois de la retenue à la source | 25% sur la rémunération imposable | Employeur | Employeur | Trésor Public (DGI) |
| 7. | Au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle de réalisation des revenus | 30% du bénéfice déclaré, 1/100 du chiffre d'affaires déclaré lorsque le résultat est déficitaire | Sociétés ; Personne physique commerciale. | Société ; Personne physique commerciale ou leur mandataire | Trésor Public (DGI) |
| 8. | Le 10 du mois suivant celui du versement des revenus ou de la mise à disposition des bénéficiaires, et le 31 mars pour les sociétés étrangères | 20% | Bénéfices des revenus (détenteurs des actions et obligations ayant généré les revenus) | Les entreprises et les personnes physiques (elles retiennent à la source à la distribution aux bénéficiaires) | Trésor Public (DGI) |
| 9. | Le 15 du mois qui suit celui de la réalisation de l'affaire | 16% à l'importation et à l'intérieur ; 0% à l'exportation | Le consommateur final ou bénéfice de service | Fabricant, prestataires de service, entrepreneur des travaux immobiliers | Trésor Public (DGI) |
| 10. | Avant le 31/03 de chaque année pour les véhicules acquis avant le 1 ^{er} janvier ; À la date d'immatriculation des véhicules pour ceux acquis au cours de l'année | Varie suivant la puissance fiscale exprimée en CV | Propriétaire de véhicule admis à circuler dans le réseau routier de la RDC. | Propriétaire de véhicule admis à circuler dans le réseau routier de la RDC | ETD (Régies provinciales) |

h. Récapitulation des déclarations afférentes aux différentes natures d'impôts

| N° | Impôts | Echéances |
|----|---|---|
| 1. | Relevé récapitulatif des précomptes | Le 10 du mois qui suit chaque trimestre |
| 2. | Bordereau de versement des acomptes provisionnels | Le 31 juillet et le 30 novembre de chaque année |
| 3. | Bordereau de versement des précomptes | Le 5 de chaque mois |
| 4. | Déclaration récapitulative de l'IPR | Le 10 janvier de chaque année |

Ici, nous n'avons que la **Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)**.

2.1. Présentation de la DGDA

a. Historique

En RDC, la connaissance des **services douaniers** est liée à la celle de la **colonisation** lors de l'**État Indépendant du Congo (EIC)**, constitué le **26 février 1985**.

Afin de permettre la **liberté du commerce** dans le bassin du fleuve Congo, il fut adopté une **politique douanière** selon laquelle la **marchandise** entrant dans la colonie n'était soumise à **aucune taxe** autre que la **taxe rémunératoire**, en compensation du service rendu.

Les **droits de douane** étaient considérés comme **patrimoine du Roi Léopold II**. Le **décret du 29 janvier 1949** coordonne et révisé le **régime douanier** de la colonie belge. Avec l'**ordonnance n°33/9 du 6 janvier 1950** portant règlement d'exécution du décret ci-dessus, ces textes sont à la base de grandes **réformes de la politique douanière** en vigueur dans la colonie, qui a été inspirée de la métropole jusqu'au **15 mai 1979**, date à laquelle fut créé l'**Office des douanes et accises**.

Ainsi, ces différentes dates ont marqué l'**histoire juridique de la douane Congolaise** après l'accession du Congo à l'**Indépendance** :

- le **1^{er} janvier 1962** : Création d'une **nouvelle organisation douanière** ;
- le **23 janvier 1964** : Création d'un **service des informations douanières et financières**, la **police douanière** ou la **brigade douanière** ;
- le **7 janvier 1968** : Création d'un **tarif douanier** à l'**importation** et à l'**exportation** ;
- en **1972** : Adhésion de notre pays au **conseil de coopération douanière** et adoption de la **nomenclature de Bruxelles**.
- le **15 mai 1979** : Création de l'**office des douanes et accises (OFIDA)** ;
- en **1985** : Adhésion du pays aux **dispositions du système harmonisé (SH)**.
- le **4 octobre 1987** : **Ratification** de l'accord pour adhésion au SH.
- le **10 mars 1988** : **Mise en application du SH**.
- le **13 mars 2003** : Promulgation de la **loi n°002/03 du 13 mars 2003** instituant un **nouveau tarif des droits et taxes** à l'importation et à l'exportation.
- le **16 mai 2008** : **Arrêté ministériel n°01/CAB/MIN/FINANCE/2008 du 16/05/2008** relatives aux **Droits de consommation ou droits d'Accises**.
- le **3 décembre 2009** : Création de la **Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)**.

- le 20 août 2010 : Promulgation de l'**ordonnance-loi n°10/002 du 20 Août 2010** portant **Code des Douanes**.
- le 25 janvier 2011 : **Décret n°011 / 06 du 25 janvier 2011** portant institution du **cadre organique de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)**.

b. Situation géographique et Nature juridique

1. Situation géographique

Le **siège** de la Direction Générale des Douanes et Accises est situé sur la **place Royal, Boulevard du 30 juin** face dans la commune de **Gombe**, sur l'**Avenue Likasi** ville de **Kinshasa** en RDC.

2. Nature juridique

La DGDA est un **service public** doté de l'**autonomie administrative et financière** et créé au sein du **Ministère des Finances**, dont elle dépend.

2.2. Organisation de la DGDA

a. Organisation sur le plan structurel

1. Structure administrative

Placée sous l'**autorité directe du Ministre des finances**, la DGDA est constituée d'une **Direction Générale**, comprenant une **administration centrale**, des **directions provinciales**, des **bureaux de douanes**, des **succursales des postes frontaliers**, ainsi que des **représentations à l'étranger**.

2. Structure financière

La DGDA génère **trois types de finances** :

- 1** les finances du **Trésor Public**, qui comprend les **recettes des droits et taxes des douanes** ;
- 2** les **finances propres**, organisées en **budget propre**, comprenant le budget de **fonctionnement**, le budget d'**investissement** et le budget de **trésorerie** ;
- 3** les **finances de services générateurs de la législation connexe**.

b. Objet Social

La DGDA a pour **objet social** :

- de **percevoir**, pour le compte du Trésor Public, les **droits** et **taxes** frappant les **marchandises importées, exportées et fabriquées localement** ;
- de **lutter** contre la **fraude** qui prive l'État d'une partie importante de ses **ressources** ;
- de **sécuriser** la population sur les **marchandises** dont l'importation et l'exportation sont interdites ;
- de **protéger l'espace national**.

2.3. Missions de la DGDA

L'administration des douanes congolaises a reçu du législateur plusieurs **missions**.

a. Mission fiscale

Cette mission est la principale. La **douane** se doit d'**alimenter la caisse de l'État** par la **perception des droits d'accises et d'autres diverses recettes**, afin de couvrir ses multiples **charges**.

b. Mission de surveillance des frontières

La douane a pour mission de **surveiller les frontières**, tout en **luttant contre la fraude** de trafic d'armes à feu, des drogues des stupéfiants et terrorismes,...

c. Mission commerciale

Elle se doit également de **protéger l'environnement**, en luttant contre le **commerce international des espèces rares** de faune et flore sauvage menacées d'extinction.

d. Mission de formation

On y trouve également des **formations du personnel** aux techniques modernes de **gestion** dans le domaine des douanes et accises.

e. Mission financière

La mission financière consiste à **lutter** contre la **contrefaçon** et la **piraterie**, ainsi que le **blanchiment d'argent**.

2.4. Caractéristiques de la DGDA

De par ses missions traditionnelles, la DGDA a **neuf caractéristiques** :

- 1** Pouvoir public ;
- 2** Pouvoir fiscal ;
- 3** Trésor Public ;
- 4** Comptabilité publique ;
- 5** Pouvoir administratif ;
- 6** Délégué du Ministre des finances ;
- 7** Service auxiliaire de Ministère des finances ;
- 8** État ;
- 9** Assimilation à un service public.

2.5. Fonctionnement de la DGDA

Sur le **plan structurel et fonctionnel**, la DGDA comprend **trois structures** :

- 1** les organes principaux de gestion ;
- 2** les services des extérieures ;
- 3** les services centraux.

2.6. Impôts, taxes et droits encadrés par la DGDA

La DGDA gère :

- la **TVA**, à l'importation ;
- les **droits d'entrée** à l'importation ;
- les **droits de sortie** à l'exportation ;
- les **droits d'accises ou de consommation** à l'importation ;
- les **droits d'accises ou de consommation** à l'intérieur ;
- la **taxe de statistique** à l'importation et à l'exportation.

ENTRAÎNEMENT

1

Monsieur MBUKU NUNI, sujet Français résidant à Kigali, est propriétaire d'une villa de 300m² à la cité verte. Il possède, en outre, deux immeubles comportant cinq appartements, chacun de 50m², à usage résidentiel. L'un est situé dans la commune de la Gombe à Kinshasa et l'autre à côté du marché Moungali à Brazzaville.

Ces immeubles étant loués, les conditions de bail qu'il exige sont les suivantes :

- Le loyer mensuel est fixé à 500\$ par appartement et 2000\$ pour la villa payable semestriellement et anticipativement en monnaie locale ;
- La garantie locative est de 3 mois ;
- Le contrat de bail a une durée de 3 ans ;
- Les dépenses engagées par un locataire sur l'immeuble qu'il occupe ne sont pas remboursables.

Au courant du mois de décembre 2021, il trouve un client pour la villa, le contrat prend cours à partir du 1^{er} janvier 2022. Au mois de février de la même année, il a reçu 7 candidats locataires pour les appartements (3 pour Kinshasa et 4 pour Brazzaville), qui ont satisfait à ses exigences. Tous les contrats signés prennent cours à partir du 1^{er} mars 2022. À la fin de l'année 2022, à part les IF payés par les locataires, ces derniers ont supporté les charges suivantes :

- l'occupant de la villa a dépensé 7000 F des frais de consommation d'eau et d'électricité ;
- les occupants des appartements :
 - 12 500F de frais de consommation d'eau et d'électricité ;
 - 5 000F des dépenses d'entretien de l'immeuble ;
 - 15 000F de plafonnage de l'appartement occupé par un locataire.

Travail demandé : Quel est l'IRL que doit acquitter M. MBUKU NUNI pour l'exercice 2023 (1\$=2 250F) ?

2

La situation patrimoniale d'une SARL à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

- | | |
|-----------------------|---------|
| - Bâtiment commercial | 33 600F |
| - Matériel roulant | 11 850F |
| - Marchandises | 10 620F |
| - Clients douteux | 275F |
| - Associé défaillant | 10 000F |
| - Banque | 3 655F |

| | |
|--------------------------|--------|
| - Réserve légale | 4 820F |
| - Bénéfice reporté | 150F |
| - PVR | 3 750F |
| - Bénéfice net | 4 000F |
| - Compte courant-associé | 2 650F |
| - Effet à payer | 4 630F |

Le capital social est divisé en 500 parts de VN 100 000 et le statut de la société stipule que le bénéfice de l'exercice doit être ainsi reparti :

- 5% des bénéfices à la réserve légale ;
- 5% d'intérêt sur le capital libéré ;
- Dotation d'une réserve facultative déterminée par l'AG des associés ;
- Sur le reste, attribution aux associés d'un second dividende compte tenue d'un report à nouveau possible.

L'AG réunit en séance extraordinaire a fixé :

- le dividende net par part social à 97 000F ;
- la réserve facultative est dotée à 400 000F.

Travail demandé : déterminer l'impôt mobilier que doit verser cette société.

3

Que signifie :

| | | |
|-----------|-------|-------|
| - AER | AMR | ATD |
| - CDI | CIS | CNSS |
| - CV | DGC | DGDA |
| - DGE | DGI | DGRAD |
| - FPI | IBP | ICA |
| - IER | IF | IM |
| - IPR | IRL | ISCMH |
| - NIF | OCC | |
| - OGEFREM | OHADA | TSCR |
| - TVA | | |

4

Quelles sont les méthodes d'évaluation de la matière imposable ?

5

Qu'entendez-vous par :

- liquider un impôt ;
- minimum vital ;
- impôt fragmentaire (ou impôt cédulaire) ;
- impôt réel.

6

Quels sont les règles d'Adam Smith ?

7

Par qui sont gérées les cotisations des travailleurs et employeurs à la CNSS ?

8

Le droit payé pour avoir un passeport est-il un impôt ou une taxe ? Justifiez votre réponse.

9

Quels éléments permettent de dénicher l'IPR ?

10

Quelle différence faites-vous entre « redevances » et « taxes » ?

11

Avez-vous déjà vu un impôt ? Si oui, sous quel forme ?

12

Quelle est la relation entre matière imposable et base imposable ?

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect to form a complex, non-uniform grid of polygons. The lines are oriented in various directions, creating a sense of dynamic movement. A large, semi-transparent watermark is centered diagonally across the image. The watermark consists of the words 'ARINO EDITIONS' in a bold, sans-serif, uppercase font. The text is a dark brown or taupe color, allowing the background pattern to remain visible through it.

ARINO EDITIONS

ÉLÉMENTS

BIBLIOGRAPHIQUES

1

Ouvrages

BAKANDEJA WA MPUNGU Grégoire, *Les finances publiques : pour une meilleure gouvernance économique et financière en République Démocratique du Congo*, 2006, Larcier Éditions, Bruxelles.

BUABUA WA KAYEMBE Mubadiate, *Traité de droit fiscal Zaïrois : constat et propositions sur les contributions et la douane*, 1993, Presses Universitaires du Zaïre, 278 pages.

CHAMBAS Gérard, *Fiscalité et développement en Afrique subsaharienne*, 1994, Economica Éditions, Paris.

COZIAN Maurice, *Précis de fiscalité des entreprises*, 1994, Litec Éditions, Collection Droit & Gestion.

DUSSART Jean, *Recyclage sur la TVA*, 1969, Paris.

DUVERGER Maurice, *Finances publiques*, 1988, Presses Universitaires de France, Paris.

États-Unis, 2000, Francis Lefebvre Éditions, Collections Dossiers Internationaux, 491 pages

LE BRUN, *Introduction de la TVA française*, 1984, Éditions Dalloz, Paris.

MABIALA UMBA Laurent, *Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), cédulaire et réformes fiscales dans les États d'Afrique noire*, 2006, Éditions CRIGED-I.S.C., Kinshasa, 345 pages.

MABIALA UMBA Laurent, *TVA pratique dans le monde des affaires*, 2011, Kinshasa

MBOKO DJ'ANDIMA Jean-Marie, *Code général des impôts*, 2007, Presses Universitaires du Congo, Kinshasa, 483 pages.

ROBLLOT René, SERLOOTEN Patrick, *Droit fiscal des affaires*, 1997, LGDJ Éditions, Collection Traités, 992 pages.

Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière : système comptable*, 2017.

Constitution du 18 février 2006 de la République Démocratique du Congo, révisée en 2011.

JEZE Gaston, *Finances publiques*, 1988.

KOLA GONZE, *Cours de Droit fiscal*, Université de Kinshasa, Faculté de Droit, 2008.

NGOY AMBA Maubert, *Sciences et techniques fiscales*, 2018, Institut Supérieur de Commerce.

Ordonnance loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée.

Ordonnance n°22/208 du 1^{er} novembre 2022 modifiant et complétant l'Ordonnance n°20/001 du 16 janvier 2020 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé dénommé Cellule Climat des Affaires, « CCA » en sigle.

Ordonnance-loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de la TVA

MAURO Paolo, « Pourquoi s'inquiéter de la corruption », *Problèmes économiques*, n° 2530 - 20 Août 1997, p. 1-5.

SIMULA Laurent et TRANNOY Alain, « Incidence de l'impôt sur les sociétés », *Revue française d'économie*, volume 24, n°3, 2010, p. 3-39

TAYAYE A., *Le régime d'imposition de la TVA en droit congolais*, 2019, Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa.

Direction Générale des Impôts, « Code des impôts », *Ministère des Finances de la République Démocratique du Congo* [en ligne], Mis à jour au 31 mars 2021. Disponible en PDF : <https://dgi.gouv.cd/wp-content/uploads/2023/03/code-des-impots.pdf>

Direction Générale des Impôts, Site officiel [consulté le 15 janvier 2024] : www.dgi.gouv.cd

Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, Site officiel [consulté le 14 janvier 2024] : www.dgrad.cd.

Direction générale des douanes et accises, Site officiel [consulté 17 janvier 2024] : www.douane.gouv.cd

« INTRODUCTION À L'ÉTUDE DE LA FISCALITÉ (Version mai 2002) », *Profiscal* [En ligne]. Disponible en PDF à l'adresse : https://www.profiscal.com/Etudiants/introduction_etude_de_la_fiscalite.pdf



ARNO EDITIONS

The image features a solid light orange background. Overlaid on this are several dark blue lines of varying thicknesses that intersect at various angles, creating a complex geometric pattern of triangles and polygons. A large, semi-transparent watermark with the text "ARNO EDITIONS" in a bold, sans-serif font is oriented diagonally from the bottom-left towards the top-right, spanning across the center of the image.

BIOGRAPHIE



Mbuku Nuni, chercheur et consultant multidiplômé dans le domaine du commerce et de la finance, a étudié à la Haute École de Commerce de Kinshasa, à l'École Supérieure de Formation des Cadres ainsi qu'à l'École des Frères Maristes en République Démocratique du Congo.

Finance, entrepreneuriat, économie, fiscalité et commerce constituent ses domaines privilégiés de recherche scientifique.

Il est l'auteur de nombreuses publications, dont les plus connues sont :

- *Microfinance : source d'appauvrissement et/ou d'enrichissement pour les entrepreneurs en République Démocratique du Congo ?*, Publié aux éditions EdiLivre en avril 2023 ;
- *Stratégie de fidélisation de la clientèle dans le secteur de la microfinance Tome 1*, Publié aux éditions Nombre 7 en juillet 2024 ;
- « Management au cœur de tout », Article publié en mars 2025 sur le réseau Auteurs Francophones ;
- « Entendement économique de la consommation des ménages », Article publié en juin 2025 sur le réseau Auteurs Francophones.

En dehors de son cercle scientifique, Mbuku Nuni fait partie de plusieurs associations, tant nationales qu'internationales.

ARNO EDITIONS